

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

| Effectif légal | Présents ou Représentés | Procurations + Absents |
|-------------------|-------------------------------|---------------------------|
| 80 | 67 | 13 |

N° de la séance : 01

Objet de la délibération: Service des
Assemblées - Procès-verbal de la séance
du 27 juillet 2020 - Approbation

| |
|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE |
|--|

N° Enregistrement : CC.2020.167

Date de la convocation :

Le 29/09/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du

13 OCT. 2020

de la réception s/Préfecture
en date du

14 OCT. 2020

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 octobre 2020

L'an deux mil vingt et le 05 octobre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois d'octobre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Laurent CHARTIER, Carole BONAUT, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Hassan EL JAZOULI, Marie OZENDA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU, HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Jean-Paul ARNAUD à René TRASTOUR, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Nathalie DEPETRIS à Simone TORRES-FORET DODELIN, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Marc MALFATTO, Alexis ARGENTI, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Françoise THOMEL, Marc BORIOSI, Isabelle GARCIA, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Delphine CAROSI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Je vous invite à vous prononcer sur le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 27 juillet 2020.

Je vous propose d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 27 juillet 2020.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 27 juillet 2020.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 octobre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 27 JUILLET 2020

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, LA ROQUE EN PROVENCE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-
VENCE, TOURETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 15 h 00.

Le Conseil communautaire s'est réuni le vingt-sept juillet deux mille vingt, en séance publique, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire de la ville d'ANTIBES.

Monsieur le Président. - Mes chers collègues, nous allons commencer la séance par l'appel nominal habituel.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Éric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Éric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Tanguy CORNEC, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Éric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Hassan EL JAZOULI, Marie OZENDA, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUÏ HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Xavier WIIK, Alexia MISSANA.

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Kevin LUCIANO, Yves DAHAN à Audouin RAMBAUD, Éric DUPLAY à Serge AMAR, Martine SAVALLI à Anne-Marie BOUSQUET, Françoise THOMEL à Jacques GENTE, Valérie ROLLAND à Marc BORIOSI, Alain BERNARD à Marika ROMAN, Delphine CAROSI à François WYSZKOWSKI.

ABSENTS :

Jean-Pierre MASCARELLI, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER.

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

Ordre du Jour

1. Procès-Verbal de la séance du 16 décembre 2019 - Prise d'acte.
2. Compte Rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau Communautaire.
3. SPL HYDROPOLIS - Désignation de représentants à l'Assemblée Générale et au Comité stratégique.
4. Association Nationale des Directeurs Financiers et de Contrôle de Gestion - Convention de partenariat avec la DFCG.
5. Association des avocats en droit des affaires - Convention de partenariat.
6. PLIE - Protocole conventionnel 2018-2020 avec le Conseil Départemental - Avenant n°1.
7. Contrat de Délégation de Service Public de distribution d'eau potable sur le territoire de la Commune de Châteauneuf Grasse - Avenant n° 6.
8. Contrat de Délégation de Service Public de distribution d'eau potable sur le territoire de la Commune de Opio - Avenant n° 9.
9. Indemnisation de la commune de Caussols pour la vente d'eau potable de la C.A.S.A - Convention.
10. SPL Hydropolis Avenants aux contrats de délégation du service d'eau potable des communes de Bar sur Loup et Valbonne.
11. Contrat de Délégation de Service Public relatif à l'assainissement collectif de Gréolières-les-neiges - Avenant n° 2.
12. Contrat de Délégation de Service Public relatif à l'assainissement collectif de la commune de Châteauneuf Grasse - Avenant n° 4.
13. Recouvrement des redevances d'assainissement collectif des communes de SAINT-PAUL-DE-VENTE/ TOURETTES-SUR-LOUP / CAUSSOLS / COURSEGOULES/ BEZAUDUN-LES-ALPES / BOUYON / LES FERRES / CONSEGUDES / LA-ROQUE-EN-PROVENCE - Convention C.A.S.A - SIEV I-VEOLIA Eau.
14. Contrat Territorial entre le SMIAGE et la CASA - Avenant n° 3.
15. ANTHEA - Tarif Abonné Passion et accès au parking souterrain - Actualisation du recueil des tarifs.
16. SPL Théâtre Communautaire d'Antibes - Convention de Prestations Intégrées - Avenant n° 1.
17. SPL Théâtre Communautaire d'Antibes - Convention de partenariat saison 2019-2020 - Mécénat entreprise(s) - Avenant n°P2019.
18. Budget Principal - Compte de Gestion de l'exercice 2019.
19. Budget de la Régie à autonomie financière des Transports Envibus - Compte de Gestion de l'exercice 2019.
20. Budget Annexe des Pépinières - Compte de Gestion de l'exercice 2019.
21. Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » - Compte de Gestion de l'exercice 2019.
22. Budget de la Régie à autonomie financière « Office de Tourisme Intercommunal » - Compte de Gestion de l'exercice 2019.
23. Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes » - Compte de Gestion de l'exercice 2019.
24. Budget Annexe « GeMAPI » - Compte de Gestion de l'exercice 2019.
25. Budget Principal - Compte Administratif de l'exercice 2019.
26. Budget de la Régie à autonomie financière des Transports Envibus - Compte Administratif de l'exercice 2019.
27. Budget Annexe des Pépinières - Compte Administratif de l'exercice 2019.
28. Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » - Compte Administratif de l'exercice 2019.
29. Budget de la Régie à autonomie financière « Office de Tourisme Intercommunal » - Compte Administratif de l'exercice 2019.
30. Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes » - Compte Administratif de l'exercice 2019.

31. Budget Annexe « GeMAPI » - Compte Administratif de l'exercice 2019.
32. Budget Principal - Affectation des résultats de l'exercice 2019.
33. Budget de la Régie à autonomie financière des Transports Envibus - Affectation des résultats de l'exercice 2019.
34. Budget Annexe des Pépinières - Affectation des résultats de l'exercice 2019.
35. Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » - Affectation des résultats de l'exercice 2019.
36. Budget de la Régie à autonomie financière « Office de Tourisme Intercommunal » - Affectation des résultats de l'exercice 2019.
37. Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes » - Affectation des résultats de l'exercice 2019.
38. Budget Annexe « GeMAPI » - Affectation des résultats de l'exercice 2019.
39. Budget Principal - Budget Supplémentaire de l'année 2020.
40. Budget de la Régie à autonomie financière des Transports Envibus - Budget Supplémentaire de l'année 2020.
41. Budget Annexe des Pépinières - Budget Supplémentaire de l'année 2020.
42. Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » - Budget Supplémentaire de l'année 2020.
43. Budget de la Régie à autonomie financière « Office de Tourisme Intercommunal » - Budget Supplémentaire de l'année 2020.
44. Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes » - Budget Supplémentaire de l'année 2020.
45. Budget Annexe « GeMAPI » - Budget Supplémentaire de l'année 2020.
46. Dégrèvement exceptionnel et partiel de Cotisation Foncière des Entreprises pour l'année fiscale 2020 en faveur des assujettis relevant des secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'évènementiel.
47. Diminution du taux de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères à compter de l'année fiscale 2021.
48. Instauration de la taxe GeMAPI et détermination du produit attendu au titre de l'année fiscale 2021.
49. Société Publique Locale « Théâtre Communautaire d'Antibes » - quitus au titre de la gestion de la saison artistique « 2018/2019 ».
50. Attribution de fonds de concours d'équipements aux communes.
51. Attribution de fonds de concours au titre du Foncier Agricole.
52. Fonds de concours - Approbation du nouveau règlement et des critères d'attribution.
53. Formation des Elus Communautaires.
54. Indemnités des Elus Communautaires.
55. Promotion de la pratique cyclable - Convention de partenariat entre la CASA, la CACPL, la CAPG et l'association Choisir le Vélo - Renouvellement.
56. Comité des Partenaires - Désignation des représentants.
57. Gare de Juan les Pins - Réalisation des travaux de mise en accessibilité des quais- Convention de financement Etat-Région PACA - CASA - Commune d'Antibes.
58. Aires d'accueil des gens du voyage - Mise en application du nouveau règlement intérieur
59. Commission d'Appel d'Offres - Election de ses membres.
60. Commission d'Ouverture des Plis - Election de ses membres.
61. Commission Consultative de la Commande Publique - Désignation de ses membres.
62. Commission Consultative des Services Publics Locaux - Elections de ses membres.
63. Complexe Aquatique Nautipolis - Avenant n°1 à la concession de Service Public et ajustement de la grille tarifaire.



Monsieur le Président. - Mes chers collègues, je m'excuse, une fois de plus, pour la configuration de la salle qui n'a aucun caractère de convivialité, mais la situation sanitaire sur le plan national et les consignes que nous avons nous obligent à garder un certain nombre de précautions.

Je vous informe de la situation sanitaire de l'Hôpital d'Antibes, comme on le fait tous les lundis. On est les seuls à le faire en France et on continuera à le faire, parce que s'il y a des cas, on le dit, s'il n'y a pas de cas, on le dit aussi. Sur tous les tests qui ont été pratiqués à l'Hôpital d'Antibes, la semaine dernière, il n'y a aucun cas positif. Aucun malade hospitalisé et bien sûr aucun malade en réanimation. Depuis le mois de mai, aucun décès. Néanmoins, il y a une personne à Sophia Antipolis qui, au Business Pôle, était positive. C'est la raison pour laquelle il y a eu fermeture du Business Pôle, évaluation de tous les cas contacts et tests de tous les cas contacts. La dernière fois, cela s'était produit à l'antenne Habitat - vous vous en souvenez - où il y a eu une personne qui était positive. Elle a été confinée. On a testé les sept autres personnes qui avaient eu un contact qui étaient toutes négatives. On continuera à être transparent sur ce sujet.

Quant à la seule personne qui était positive sur un bateau dans le port d'Antibes, elle a été isolée et est repartie dans une autre ville, en bateau. Elle n'est donc plus sur Antibes.

On essaie de dire les choses avec la plus grande franchise parce que c'est très important que l'on ait de la crédibilité dans ce domaine. On continuera, tous les lundis, à dire le bilan hospitalier, en sachant que ce bilan hospitalier n'est pas totalement exhaustif parce qu'il y a des tests qui se pratiquent en ville. Par exemple, la personne testée positive qui était au Business Pôle, l'a été en ville et donc ce cas positif là, n'entre pas dans les statistiques du 0 au centre hospitalier. Je rappelle que le centre hospitalier ne fait des tests qu'à des personnes qui ont des symptômes. On n'est pas dans le tout-venant, cela sélectionne encore un peu plus.

Je rappelle à tous, et vous devez tous le rappeler, que les tests sont ouverts et que le moindre doute doit amener à faire le test. Dans la situation actuelle, on peut être tranquille et vigilant ; ce qui n'est pas incompatible.

(Il est procédé à l'appel des conseillers, à la transmission des procurations et à la nomination de la Secrétaire de séance, Alexia MISSANA)

ADMINISTRATION GENERALE

Nous allons donc passer aux délibérations. Les premières délibérations ne sont pas des décisions, ce sont des prises d'actes. Elles concernent des décisions qui ont été prises dans le mandat précédent.

1. Procès-verbal de la séance du 16 décembre 2019 - Prise d'acte.

M. LE PRESIDENT - On prend acte du procès-verbal.

Y a-t-il des remarques particulières ?

Pas d'interventions.

2. Compte-rendu des dernières décisions prises par le Président et du Bureau communautaire.

M. LE PRESIDENT - Le compte-rendu des dernières décisions par le Président et le Bureau communautaire est particulièrement lourd compte tenu du fait qu'il y a non seulement eu un certain temps qui s'est déroulé entre les dernières décisions et l'élection, mais le Covid a rallongé cette période et donc, il y a beaucoup de décisions qui ont été prises, en particulier pendant la période Covid.

Je vous demande d'en prendre acte. On en prend acte.

3. SPL HYDROPOLIS - Désignation de représentants à l'Assemblée Générale et au Comité Stratégique

M. LE PRESIDENT - Sur la SPL HYDROPOLIS, on désigne des représentants à l'Assemblée Générale et au Comité Stratégique. Après avoir vérifié que chaque ville adhérente à HYDROPOLIS est représentée au sein de ces deux Instances, il s'agit aujourd'hui de désigner les représentants de la CASA à HYDROPOLIS, qui est une SPL qui gère l'eau sur le moyen pays d'un certain nombre de communes.

J'ai reçu les candidatures de Gérald LOMBARDO et de Gilbert HUGUES à l'Assemblée Générale et au Comité Stratégique.

Est-ce qu'il y a d'autres candidatures ?

Il n'y en a pas d'autres.

Est-ce que vous m'autorisez à procéder au vote à main levée ?

Personne n'est contre ?

Je propose donc Gérald LOMBARDO et Gilbert HUGUES pour l'Assemblée Générale et le Comité Stratégique.

Personne n'est contre ?

Des absentions ?

C'est voté.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

4. Association Nationale des Directeurs Financiers et de Contrôle de Gestion - Convention de partenariat avec la DFCG.

M. LE PRESIDENT - La CASA favorise la création des jeunes entreprises innovantes. Elle gère deux pépinières d'entreprises, le Business Pôle et Starteo, qui hébergent et accompagnent les startups.

L'Association des Directeurs Financiers et de Contrôle de Gestion est une association Directeurs Financiers en entreprises privées ou d'Institutions publiques. 3 000 membres répartis dans tous les secteurs. C'est ce partenariat qui nous aide à gérer ces entreprises naissantes sur la CASA.

Cette mission a pris une importance particulière dans le cadre de la crise économique liée au Covid pour avoir des informations et les transférer à tous ceux qui, membres de startups, ont besoin d'un appui financier et d'une information sur la stratégie de croissance de l'entreprise.

Ce renouvellement de partenariat est donc proposé, à titre gratuit.

Pas d'interventions ?

Personne n'est contre, ni s'abstient.

5. Association des avocats en droit des affaires - Convention de partenariat.

M. LE PRESIDENT - C'est une convention de partenariat. Là aussi, c'est à cause de Starteo et du Business Pôle pour accueillir et héberger les jeunes entreprises en leur donnant la possibilité de s'épanouir. Bien entendu, ils ont souvent besoin de conseils en droit des affaires.

Il est proposé de renouveler la convention entre la CASA et l'Association des avocats en droit des affaires, pour donner des conseils à ces jeunes entreprises, en 2020, à titre gratuit.

Personne n'est contre.

Pas d'abstentions.

COHESION SOCIALE - POLITIQUE DE LA VILLE

6. PLIE - Protocole conventionnel 2018-2020 avec le Conseil Départemental - Avenant n° 1.

M. LE PRESIDENT - Je vais donner la parole à M. LUCIANO pour présenter le PLIE avec un protocole conventionnel sur les deux ans à venir avec le Conseil Départemental et donc un avenant y afférent.

M. LUCIANO - Merci Monsieur le Président. Je crois qu'il y a une présentation préalable par les services et ensuite je proposerai la délibération.

Mme MAISTO - Mesdames, Messieurs, bonjour.

Le PLIE CASA est un dispositif dont on parle déjà depuis plusieurs années. Le principe de l'adoption d'un PLIE a été pris en 2015 par la CASA. On en est aujourd'hui au deuxième protocole.

Le PLIE CASA a deux missions :

- La première est d'accompagner individuellement les personnes les plus éloignées de l'emploi.
- La deuxième, de façon assez spécifique, est de mettre en relation ces personnes avec le monde de l'entreprise et le monde économique.

Depuis juillet 2015, date de création du PLIE, on a essayé de faire une analyse du profil type du bénéficiaire du PLIE. Le bénéficiaire type est une femme, allocataire du RSA - puisque cela représente près de 80 % de notre public - âgée de 25 à 44 ans - ces âges-là sont définis dans le protocole qui est réalisé avec l'éco-financeur - qui a un niveau de formation inférieur au Bac.

Aujourd'hui, 2 630 personnes nous ont été orientées par les principaux partenaires. 903 personnes ont été accompagnées dont - je vous l'ai dit tout à l'heure - 76 % sont allocataires du RSA. On avoisine aujourd'hui les 80 % avec la hausse des bénéficiaires du RSA qui est récente.

Ce service est composé de 6 référentes. 371 de ces personnes accompagnées l'ont été sur la commune d'Antibes, 166 sur la commune de Vallauris-Golfe-Juan. D'autres communes, bien sûr, bénéficient des prestations du PLIE.

686 personnes sont sorties de ce dispositif depuis 2015. Cela correspond à 44 % de sorties positives. On compte dans les sorties positives les CDD de plus de 6 mois, les CDI, les formations qualifiantes, les créations d'entreprises. Vous avez un schéma, en bas, pour montrer quelle est la nature des sorties positives ; ce sont évidemment les CDD de plus de 6 mois qui sont en plus grand nombre représentés dans les sorties positives et la typologie des contrats signés par les bénéficiaires du RSA.

La deuxième mission qui est de mettre le monde de l'entreprise en relation avec les personnes éloignées de l'emploi obtient aussi un bilan plutôt positif. Nous travaillons avec 140 employeurs en file active qui nous fournissent des offres d'emplois. 380 offres d'emplois ont été

collectées depuis le démarrage du PLIE. Pour vous donner un ordre d'idée, il y a un peu plus d'un tiers de ces offres d'emplois qui sont proposées dans le secteur du service à la personne. Aujourd'hui, 55 bénéficiaires du PLIE ont été recrutés par le biais de cette collecte d'offres d'emplois.

Le PLIE assure également une mission de facilitateur des clauses d'insertion qui ont vocation dans les marchés publics à imposer aux prestataires d'embaucher des personnes dites « en insertion », sous réserve de s'exposer à des pénalités. Aujourd'hui, 113 marchés ont été suivis par le PLIE depuis sa création, ce qui correspond à 209 000 heures d'insertion réalisées par des personnes qui sont en insertion depuis 2015. C'est une augmentation entre 2016 et 2019 de 207 % de ces clauses d'insertion.

De fait, par le biais de ces clauses, 572 contrats de travail sont signés par des personnes en insertion, ce qui correspond à 483 personnes remises à l'emploi par ce dispositif et par la promotion des clauses d'insertion.

On a souhaité vous donner, puisque ce sera l'objet de la délibération qui va suivre, quelques éléments sur le financement du déploiement de ce plan. On fait référence au budget consolidé de 2019 qui est de 460 000 € sur l'année. Bien évidemment, 72 %, soit les 3/4 de ces dépenses correspondent à des dépenses de personnel. Il faut savoir que la CASA a contracté avec le Conseil Départemental qui lui donne le bénéfice du Fonds Social Européen, mais également de Fonds propres, et le Conseil Régional qui finance la partie « offres d'emplois et facilitation des clauses d'insertion ».

Sur 460 000 €, 230 000 € sont obtenus au titre du FSE, 21 000 € sont obtenus du Conseil Régional et 88 000 € - objet de la prochaine délibération - font l'objet d'un conventionnement avec le Conseil Départemental pour le suivi des bénéficiaires du RSA, spécifiquement. Il reste à la charge de la CASA la somme de 117 000 € par an pour le financement de ce PLIE.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas.

M. LE PRESIDENT - Y a-t-il des questions ?

Il n'y en a pas sur la présentation. Je redonne donc la parole à M. LUCIANO pour la délibération.

M. LUCIANO - Merci Madame. Merci Monsieur le Président.

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi a été brièvement présenté. Plus précisément, ce sur quoi porte la délibération n° 6, c'est l'avenant au protocole conventionnel qui avait été signé en 2018.

Cet avenant, pour le présenter de façon très sommaire, présente trois articles :

- Le premier article a trait à l'évaluation de l'action qui est portée par la CASA,
- Le deuxième article prévoit notamment le montant et les modalités de la participation financière du Département,
- Et enfin, le troisième article, de forme, dispose simplement que l'ensemble des autres dispositions du protocole conventionnel demeure inchangé.

Au titre de ce qui vous est présenté, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver les termes de l'avenant n° 1 au protocole conventionnel conclu entre le Département des Alpes-Maritimes et la CASA qui est principalement relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE.

Il est également proposé au Conseil Communautaire d'autoriser M. le Président, ou son représentant, à signer ledit avenant.

M. LE PRESIDENT - Très bien.

Pas d'interventions ?

Pas de votes contre, ni d'abstention. La délibération est donc adoptée.

EAU POTABLE

7. Contrat de Délégation de Service Public de distribution d'eau potable sur le territoire de la Commune de Châteauneuf Grasse - Avenant n° 6.

M. LE PRESIDENT - Nous passons au chapitre de l'eau potable. Je vais céder la parole au vice-président CESARO, sur la 7, 8, 9 et 10, et ensuite sur l'assainissement.

M. CESARO - Depuis le 1^{er} janvier 2020, la CASA est devenue compétente en matière d'approvisionnement en eau potable sur son territoire en lieu et place de ses communes membres dont fait partie la commune de Châteauneuf-de-Grasse.

La CASA s'est donc substituée à la commune de Châteauneuf-de-Grasse en qualité d'autorité délégante et de cocontractante de la société SUEZ Eau France dans l'exécution du contrat de délégation du Service Public, précité, à compter de cette date.

Le dernier avenant signé n° 5 a pris effet le 3 janvier 2018 et a prolongé la durée du contrat jusqu'au 31 décembre 2020, et de nouveaux travaux de renouvellement ont été programmés. Cependant, plusieurs événements sont venus impacter le bon déroulement de l'exécution du contrat, notamment à échéance en vue de son renouvellement. Je passe quelques textes puisque tout le monde les a sous les yeux. Je voudrais simplement souligner que l'épidémie du Covid a empêché la CASA de lancer les procédures nécessaires à l'organisation de la fin de contrat de délégation du Service Public qui arrive à échéance le 31 décembre 2020, et d'envisager une reprise en régie, ou le lancement d'une procédure de publicité et de mise en concurrence en vue de l'attribution d'un nouveau contrat de délégation du Service Public avant le 31 décembre 2020.

En lisant *Nice Matin*, nous avons vu que la commune souhaitait reprendre la gestion de son eau. Dans ces conditions, afin d'assurer la continuité du Service Public de distribution d'eau potable, malgré l'épidémie de Covid-19 et compte tenu de l'entrée en vigueur de la loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et la proximité de l'action publique, permettant à la commune de Châteauneuf-de-Grasse de solliciter la conclusion d'une délégation de compétence, ce qui pourrait avoir un impact sur les modalités de relance de la procédure de renouvellement du contrat, selon le périmètre de la délégation qui pourrait lui être consentie, la prolongation du contrat pour une durée de 6 mois, soit jusqu'au 30 juin 2021 au travers d'un avenant n° 6, paraît nécessaire. Ces modifications n'affectent ni le périmètre géographique du contrat, ni la consistance des prestations confiées au prestataire de Service Public, s'effectuent aux conditions économiques constantes et n'augmentent que faiblement la durée du contrat initial et n'ont pas vocation à changer la nature globale du contrat conformément aux dispositions de l'article 3135-1 du Code de la Commande publique.

Par ailleurs, cet avenant a également pour objet d'intégrer les modifications des engagements de renouvellement sur la période résiduelle du contrat et de prendre en charge, sur la facture des usagers, la remise financière exceptionnelle consentie par le SIEF et le Déléguataire dans le cadre de la crise sanitaire cryptosporidiose.

Il est donc demandé au Conseil Communautaire d'approuver l'avenant n° 6 ayant pour objet la prolongation du contrat pour une durée de 6 mois, soit jusqu'au 30 juin 2021, dont le projet est joint en annexe à la présente, ainsi que les incidences financières découlant de cet avenant n° 6, et d'autoriser le Président de la CASA à signer ledit avenant ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

M. LE PRESIDENT - Y a-t-il des interventions sur ce sujet ?

A la rentrée, il faudra que l'on fasse un bilan, tous ensemble, puisque la loi a d'abord fait un transfert obligatoire puis ensuite un transfert facultatif. Comme l'évoquait M. CESARO, on est dans une situation dans laquelle on demandera à chaque commune quelle est son intention vis-à-vis de la délégation. Et après, on se retrouvera forcément dans une situation qui sera à peu près analogue à celle que l'on a connue sur le plan du tourisme où il y a certaines communes qui ont gardé leur délégation et d'autres qui les ont transférées, avec une organisation que l'on va essayer de faire la plus simple possible dans ce patchwork entre deux situations particulières.

Je me permets de demander à chaque maire de réfléchir à cette situation et qu'ils se positionnent. S'ils ont besoin d'éclaircissement sur l'avenir, l'organisation, etc., les services sont à leur disposition pour leur apporter tous éléments utiles pour qu'ils puissent prendre la décision. Je rappelle que la décision qui est prise par une commune est validée automatiquement par la CASA, sauf si elle s'y oppose, avec un argumentaire. Cela veut dire qu'au fond, chacun est libre de prendre la décision de l'intégration ou de rester sur sa gestion autonome.

Ceci étant dit, je vous propose le vote de la délibération de prolongation du contrat.

Personne n'est contre, ni s'abstient.

8. Contrat de Délégation de Service Public de distribution d'eau potable sur le territoire de la Commune de Opio - Avenant n° 9.

M. LE PRESIDENT - On passe à la délibération 8 qui est la même chose pour Opio.

M. CESARO - Je ne vais pas reprendre l'ensemble des argumentaires. Il est indiqué qu'il y a un avenant n° 7 au contrat qui permettra de prendre en considération les mêmes incidences que tout à l'heure.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'approuver l'avenant n° 9 ayant pour objet la prolongation du contrat pour une durée de 6 mois, soit jusqu'au 30 juin 2021, dont le projet est joint en annexe ainsi que les incidences tarifaires découlant de cet avenant, et d'autoriser le Président de la CASA à signer ledit avenant ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

M. LE PRESIDENT - Même effet, même vote.

Personne n'est contre.

Pas d'abstention.

La délibération est adoptée.

9. Indemnisation de la commune de Caussols pour la vente d'eau potable de la C.A.S.A – Convention.

M. LE PRESIDENT - On indemnise la commune de Caussols pour la vente d'eau potable à la CASA.

M. CESARO - Dans le cadre de la compétence relative à l'eau potable, la CASA dispose d'une fontaine d'eau installée sur la commune de Caussols. Afin d'assurer la continuité du service de distribution d'eau potable, à la borne magnétique pour les abonnés, la CASA confie à la commune de Caussols la vente et la recharge des cartes magnétiques à travers la Régie de recettes « Eau potable ».

La CASA souhaite indemniser la commune de Caussols au titre du service rendu, moyennant 5 % de la recette annuelle encaissée. Ainsi, il est proposé d'établir une convention avec la commune chargée de la vente et du rechargement de cartes magnétiques, équipée d'une borne magnétique pour la vente d'eau potable.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver le projet de convention joint en annexe relatif à l'indemnisation de la commune de Caussols pour la vente d'eau potable de la CASA, ainsi que le taux d'indemnisation de 5 %, et d'autoriser le vice-président délégué à l'eau et à l'assainissement à signer ladite convention.

M. LE PRESIDENT - Même vote.

Pas de vote contre.

Pas d'abstention.

Votée.

10. SPL Hydropolis Avenants aux contrats de délégation du service d'eau potable des communes de Bar sur Loup et Valbonne.

M. LE PRESIDENT - La SPL Hydropolis, c'est un avenant aux contrats de délégation du service d'eau potable pour Le Bar-sur-Loup et Valbonne.

M. CESARO - Il est proposé au Conseil de délibérer sur une remise aux usagers prenant en compte le fait que l'on n'ait pas distribué l'eau potable pendant un certain temps compte tenu de la qualité de l'eau, de l'hygiène bucco-dentaire, etc. Il est donc décidé que les abonnés puissent bénéficier d'une réduction totale de leur abonnement sur la période concernée, avec un montant minimum de 6 € par mois, et par compteur. Cette remise exceptionnelle s'appliquera de façon rétroactive pour les particuliers, les professionnels, ayant été impactés.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'approuver l'avenant n° 3 au contrat de délégation du Service Public d'eau potable pour la commune de Bar-sur-Loup, dont le projet est joint en annexe de la présente, et l'avenant n° 5 au contrat de délégation du Service Public d'eau potable de la commune de Valbonne, dont le projet est joint en annexe à la présente également, ainsi que les incidences tarifaires découlant de ces avenants et d'autoriser le Président de la CASA à signer lesdits avenants ainsi que tous les actes afférents à leur exécution.

M. LE PRESIDENT - Même vote ?

Même vote.

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

11. Contrat de Délégation de Service Public relatif à l'assainissement collectif de Gréolières-les-neiges - Avenant n° 2.

M. LE PRESIDENT - On passe à l'assainissement des eaux usées. C'est encore une prolongation d'un contrat de délégation de Service Public sur Gréolières-les-neiges.

M. CESARO - Depuis le 1^{er} janvier 2020, la CASA est devenue compétente en matière d'assainissement des eaux usées sur son territoire en lieu et place des communes membres, dont fait partie la commune de Gréolières.

En application de l'article 1321-2 du CGCT, la CASA s'est substituée à la commune de Gréolières en qualité d'autorité délégante et cocontractante de la société SUEZ, dans l'exécution du contrat de délégation de Service Public, précité, à compter de cette date.

Du fait de l'intervention d'un avenant n° 1 ayant pris effet le 18 avril 2018, la durée du contrat a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2020 et de nouveaux travaux de renouvellement ont été programmés. Pour les mêmes raisons que l'on a regardées sur le service de l'eau potable, et à cause du

Covid qui a empêché la CASA de lancer les procédures nécessaires à l'organisation à la fin de contrat de délégation de Service Public actuel, arrivant à échéance le 31 décembre 2020, et d'envisager une reprise en régie ou le lancement d'une procédure de publicité et de mise en concurrence en vue de l'attribution d'un nouveau contrat de délégation de Service Public avant le 31 décembre 2020, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver l'avenant n° 2 ayant pour objet la prolongation du contrat pour une durée de 6 mois, soit jusqu'au 30 juin 2021, dont le projet est joint en annexe à la présente, et d'autoriser le Président de la CASA à signer ledit avenant n° 2, ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

M. LE PRESIDENT - C'est donc le corollaire de ce que l'on a vu sur le service de l'eau potable. Vous l'avez compris, c'est à la fois des problèmes de transfert et d'instabilité juridique qui nous font cette prolongation et puis le problème du Covid qui a quand même décalé un certain nombre de gestions administratives sur ces sujets.

C'est donc une prolongation de 6 mois.

Personne n'est contre.

Pas d'abstention.

12. Contrat de Délégation de Service Public relatif à l'assainissement collectif de la commune de Châteauneuf Grasse - Avenant n° 4.

M. LE PRESIDENT - La délibération 12, c'est la même chose, pour Châteauneuf.

M. CESARO - Pour la commune de Châteauneuf-de-Grasse, il est simplement proposé au Conseil Communautaire d'approuver l'avenant n° 4 ayant pour objet la prolongation du contrat pour une durée de 6 mois, soit jusqu'au 30 juin 2021, dont le projet est joint en annexe, ainsi que les incidences tarifaires découlant de cet avenant, et d'autoriser le Président de la CASA à signer ledit avenant, ainsi que les actes afférents à son exécution.

M. LE PRESIDENT - Même sujet, même vote. Personne n'est contre, ni s'abstient.

13. Recouvrement des redevances d'assainissement collectif des communes de SAINT-PAUL-DE-VENCE / TOURRETTES-SUR-LOUP / CAUSSOLS / COURSEGOULES/ BEZAUDUN-LES-ALPES / BOUYON / LES FERRES / CONSEGUDES / LA-ROQUE-EN-PROVENCE - Convention C.A.S.A - SIEVI - VEOLIA Eau.

M. LE PRESIDENT - On passe à la délibération 13 qui est le recouvrement des redevances d'assainissement collectif pour plusieurs communes là aussi, compte tenu du transfert avec une convention de la CASA avec le Syndicat SIEVI et VEOLIA Eau qui le gère.

M. CESARO - Depuis le 1^{er} janvier 2020, la Compagnie des Eaux et de l'Ozone assure, aux termes d'un contrat de délégation de Service Public, l'exploitation du Service Public d'eau potable du Syndicat Intercommunal de l'Estéron et du Var Inférieur, sur le périmètre géographique qui est précisé. La CASA, quant à elle, assure en régie, l'exploitation du Service Public d'assainissement collectif sur le périmètre géographique des communes de Bézaudun-les-Alpes, Bouyon, Conségudes, Coursegoules, La-Roque-en-Provence, les Ferres, Saint-Paul-de-Vence, pour une partie de son territoire, et Tournettes-sur-Loup.

En application de l'article 2224-19-7 du CGCT, la CASA et le Syndicat Intercommunal de l'Estéron et du Var inférieur doivent formaliser par le biais d'une convention tripartite avec le délégataire du Service d'eau potable, la Compagnie des Eaux et de l'Ozone, les conditions du

recouvrement des redevances d'assainissement collectif sur la même facture que celle du Service Public de distribution d'eau potable, dont le projet est joint en annexe.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver le projet de convention tripartite pour le recouvrement des redevances d'assainissement collectif des communes de Bézaudun-les-Alpes, Bouyon, Conségudes, Coursegoules, La-Roque-en-Provence, Les Ferres, Saint-Paul-de-Vence, ainsi que le montant fixé pour ce recouvrement à raison de 1,50 € par facture, et d'autoriser M. le Président de la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis à signer ladite convention et tous les actes afférents à son exécution.

M. LE PRESIDENT - Tout est dit.

Personne n'est contre. Pas d'abstention.

14. Contrat Territorial entre le SMIAGE et la CASA - Avenant n° 3.

M. LE PRESIDENT - On passe à la délibération 14, qui est le contrat territorial entre le SMIAGE et la CASA, avenant n° 3.

M. CESARO - La Compagnie STATESE, devenue SMIAGE, qui assurait depuis de nombreuses années une assistance technique active auprès des communes membres de la CASA, mais également du Département, prendra en charge un certain nombre de prestations. La CASA et le SMIAGE ont conclu un contrat territorial ayant pour objet de définir les engagements mutuels entre les cosignataires en vue de la mise en œuvre de la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Ces missions articulées autour des grands cycles d'eau peuvent intégrer, au-delà d'actions spécifiques dédiées à la compétence « gestion des milieux aquatiques et de prévision des inondations », des missions complémentaires d'assistance technique dans le domaine de l'assainissement.

C'est ce qui est proposé. L'expertise technique du SMIAGE, sa connaissance des différents systèmes d'assainissement implantés sur le territoire intercommunal sont autant d'atouts que la CASA souhaite valoriser avec sa Direction de l'assainissement, en formalisant des actions en partenariat qui s'inscrivent dans des objectifs de préservation de la qualité de l'environnement et des milieux aquatiques fixés au contrat territorial. Il apparaît donc nécessaire d'établir un avenant n° 3 afin d'intégrer au contrat territorial de nouvelles prestations de service dédiées à l'assistance technique dans le domaine de l'assainissement et à définir les niveaux de rémunération du SMIAGE définis ci-après. Il y a trois niveaux de rémunération.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver l'avenant n° 3 au contrat territorial conclu entre le SMIAGE et la CASA, dont le projet est joint en annexe, et d'autoriser le Président à signer ledit avenant n° 3, ainsi que tous les actes afférents à l'exécution de celui-ci.

M. LE PRESIDENT - Vous avez compris que les prestations et les tarifs passent au SMIAGE, donc l'accord qu'avait la CASA passe aussi au SMIAGE. Pardon pour ces délibérations un peu techniques mais qui sont nécessaires pour la bonne marche de la gestion de l'assainissement.

Personne n'est contre. Pas d'abstention. La délibération est adoptée.

Merci Monsieur CESARO.

ACTION CULTURELLE

15. ANTHEA - Tarif Abonné Passion et accès au parking souterrain - Actualisation du recueil des tarifs.

M. LE PRESIDENT - On passe à Monsieur ROSSI qui va nous parler d'Anthéa, avec un tarif Abonné et un accès au parking.

M. ROSSI - Merci Monsieur le Président.

La délibération n° 15 augmente un peu le tarif « 100 % Passion ». La grille tarifaire est détaillée à l'annexe. En contrepartie, la gratuité du stationnement du parking pour l'ensemble des périodes est assurée.

M. LE PRESIDENT - Vous avez compris que dans le Théâtre Anthéa qui connaît un succès important et qui, je l'espère, va recommencer à avoir le même succès. C'est compliqué d'aller se garer et puis de ressortir en payant chaque fois 2 €. Finalement, l'intégration de la gratuité du parking répercutée sur les places est quelque chose qui facilite à la fois l'accès au Théâtre et surtout la gestion financière des deux. La proposition de Michel ROSSI est donc tout à fait justifiée dans le sens pratique, le pragmatique et l'efficacité, comme d'habitude.

Personne n'est contre, ni s'abstient. La délibération est adoptée.

16. SPL Théâtre Communautaire d'Antibes - Convention de Prestations Intégrées - Avenant n° 1.

M. LE PRESIDENT - On passe maintenant à la SPL. C'est une convention de prestations intégrées.

M. ROSSI - La SPL Théâtre Communautaire d'Antibes exerce ses missions dans le cadre d'une convention de prestations intégrées qui lie la CASA à la SPL. La délibération n° 16 a donc pour objet, compte tenu des récents événements que nous connaissons tous, de prolonger d'un an cette convention au travers d'un avenant n° 1 qui est joint en annexe de la délibération.

M. LE PRESIDENT - Personne n'est contre. Pas d'abstention. La délibération est adoptée.

17. SPL Théâtre Communautaire d'Antibes - Convention de partenariat saison 2019-2020 - Mécénat entreprise(s) - Avenant n° P2019.

M. LE PRESIDENT - La délibération 17, ce sont nos mécènes qui ont été solides pendant cette période puisqu'ils ont continué à faire du mécénat sur le Théâtre, qui était pourtant fermé. On les remercie.

M. ROSSI - Tout à fait. Il faut donc se souvenir de cette fidélité.

Nous avons une convention de partenariat qui nous lie à nos mécènes. Nous avons été amenés, toujours pour les mêmes raisons, à annuler un certain nombre de représentants, et donc des prestations inscrites dans ces conventions n'ont pas pu être assurées. Pour ce reliquat de prestations, nous proposons soit le remboursement, soit un reçu fiscal qui va permettre aux entreprises d'obtenir une réduction jusqu'à 60 % sur leurs impôts.

M. LE PRESIDENT - Je rappelle que, quand on est mécène de la culture dans ce pays, on a des abattements fiscaux. Beaucoup d'entreprises ont été mécènes - et le sont encore - d'Anthéa parce qu'elles ont à la fois plaisir à présenter à leur entourage des prestations de qualité, mais en même temps un abattement fiscal qui n'est pas négligeable. Cette prolongation est donc effectivement bienvenue sur ce partenariat.

Personne n'est contre.

Pas d'abstention.

La délibération est adoptée.

FINANCES

M. LE PRESIDENT - On va arriver dans la présentation du budget dans ses trois volets, d'abord le Compte de gestion, puis ensuite le Compte administration + l'affectation des résultats et le Budget supplémentaire. Je voudrais d'abord faire quelques rappels sur 2019.

2019, la CASA a une situation financière saine. Elle a un dynamisme des bases qui lui permet de maintenir une fiscalité très basse puisque la dynamique est à 2,5 en moyenne, ce qui fait qu'il y a une augmentation, chaque année, de plus 2.5 points.

Je rappelle, bien sûr, que 2019 ce sont encore 1 000 emplois créés dans l'année et que la fiscalité directe locale est l'une des plus attractives parmi les EPCI locaux comparables. Pourtant, au titre de la péréquation, la CASA a perdu beaucoup d'argent, tout d'abord sur le fonds de péréquation qui a été multiplié par 80. Il n'a pas été augmenté de 80, il a été multiplié par 80. Il atteint maintenant 2 M€. Quant au fonds national, il est à 22 M€, soit 24 M€, c'est-à-dire que 15 % des recettes de la CASA sont reversées à l'Etat.

Les compensations fiscales des dotations de l'Etat, parallèlement, ont diminué de 24 % en 5 ans, et les flux entre la CASA et l'Etat sont donc devenus - comme vous le voyez sur cette courbe - négatifs puisque désormais, on ne peut plus parler de contribution de l'Etat, on peut parler de contribution de la Communauté d'Agglomération au budget de l'Etat.

Par ailleurs, il est apparu un pacte financier que nous a proposé le Gouvernement qui était que l'on ne devait pas dépasser 1,05, inflation comprise, de dépenses de fonctionnement. Dans l'année qui vient de passer, en 2019, puisque c'est de cela que l'on parle, on a baissé notre fonctionnement de 7 %. On n'a donc pas fait une augmentation budgétaire pendant cette période. Notre capacité de désendettement était à 6 ans. L'Etat avait fixé la période d'endettement autorisée à 12 ans ; on est à 6 ans, donc à la moitié. Les deux critères ont été respectés dans le pacte financier.

Ensuite, je rappelle la dotation et la solidarité envers les communes membres. Si l'on regarde sur l'ensemble du mandat qui vient de s'écouler, la CASA a redistribué aux villes, 80 M€ soit par la dotation de solidarité, soit sur les fonds de concours.

Sur 2019, ce sont 5,4 M€ en dotation de solidarité et 9 M€ en Fonds de concours.

Les équilibres financiers ont donc été, pendant cette période, renforcés. On a dégagé plus de 8 M€ d'épargne nette avec une capacité de désendettement - comme on le disait - inférieure à 7 ans, et donc inférieure à la moitié de la durée prévue.

En matière d'investissement, on a accompagné les projets communaux et on a, bien entendu, fait de l'investissement dans le déchet, le GeMAPI, le logement et les transports.

Les principales réalisations sur la solidarité avec les communes, ce sont 14,4 M€ qui ont été reversés en 2019 aux communes, suivant les critères que nous avons tous définis, qui sont des critères objectifs puisqu'il n'y a pas de discussion d'opportunité dans ce domaine.

L'habitat/logement a bénéficié de 2,7 M€ et on a livré 330 logements.

Les déchets coûtent à la CASA 72 € la tonne, ce qui est 5 fois moins que les prix d'un certain nombre de villes ou de communes qui n'ont pas l'adhésion à l'UNIVALOM, et la capacité de gérer l'ensemble des déchets. Parallèlement, la stratégie « zéro déchet et zéro gaspillage » a été développée dans plusieurs communes.

Sur la lecture publique, ce sont près de 30 000 inscrits, un million de documents empruntés et 3 500 visiteurs dont 1 000 scolaires pour le Salon du Livre de la Jeunesse.

Sur la cohésion sociale, ce sont 15 000 personnes accueillies aux antennes de justice.

Sur la mobilité, le PDU, avec un plan « vélo », que l'on verra tout à l'heure présenté par Thierry OCCELLI.

Natura 2000 dans l'environnement, je passe sur le réseau des 93 lignes qui a transporté près de 10 millions de voyageurs, soit 6 millions de kilomètres parcourus à l'aide de près de 200 véhicules.

GeMAPI Investissement, 4,2 M€.

ANTHEA, 13 700 abonnés.

Office du Tourisme, 6 bureaux, avec en particulier le guide « Le Petit Futé » en français et en anglais qui, d'après les retours que j'ai eus, a montré que les petites communes étaient visitées grâce à ce guide précieux.

Les Pépinières Starteo à Châteauneuf ont trouvé un équilibre. Les statistiques en 2019 montrent que sur le Business Pôle, 42 entreprises ont été hébergées, 133 emplois créés, 94 % de remplissage.

2019 était une belle année. S'il n'y avait pas eu le Covid, je pense que l'on était sur une croissance qui continuait dans les mêmes proportions.

On va d'abord regarder les Comptes de gestion qui sont les éléments objectifs, puis ensuite le Compte administratif. Tout cela concerne, bien entendu, l'année 2019 et je me devais de vous rappeler cette période sympathique qui, je suis sûr, va revenir à l'horizon pour nous permettre de retrouver la force et le sourire dans le contexte que nous connaissons malheureusement aujourd'hui. Je cède donc la parole à Gérald LOMBARDO.

A partir de la délibération 24, vous savez que la dissociation entre l'ordonnateur et le comptable doit exister donc je partirai. Je céderai, bien entendu, la présidence à M. LUCIANO et M. LOMBARDO vous fera un Compte administratif qui reprendra de manière beaucoup plus précise l'ensemble des données que je viens de vous proposer.

18. Budget Principal - Compte de Gestion de l'exercice 2019.

M. LE PRESIDENT - Délibération 18, budget principal, M. LOMBARDO, à moins que vous vouliez faire une remarque préliminaire, vous avez la parole.

M. LOMBARDO - Merci Monsieur le Président. Je dirai simplement que la démonstration est faite de tout le travail qu'exerce la Communauté d'Agglomération en termes de développement du territoire, service aux habitants dans toutes les thématiques et toutes les compétences qu'elle recouvre aujourd'hui, et combien il est utile d'être groupés.

Il me revient la partie un peu austère mais essentielle, de dérouler les chiffres en vue de l'adoption des Comptes de gestion, des Comptes administratifs, l'affectation des résultats et puis pour cette fois-ci, les budgets supplémentaires.

Du rapport 18 à 24, il s'agit des Comptes de gestion. Monsieur le Président, si vous le voulez bien, je déroule tous les Comptes, et puis le vote s'exécutera à la fin, de manière groupée de 18 à 24.

M. LE PRESIDENT - Groupés, non. Je les referai voter mais je pense effectivement que vous avez raison, il faut présenter tous les budgets et à la fin, je demanderai à chacun quel est son vote. Je pense qu'il est le même entre le 18 et le 24.

M. LOMBARDO - D'accord.

Ces Comptes de gestion du budget général et des différents budgets annexes retracent l'ensemble des opérations réalisées en dépenses et en recettes durant l'exercice tel qu'enregistrées, vérifiées et contrôlées par le Comptable public, assignataire de la CASA.

Le rapport n° 18 concerne le budget général, donc Compte de gestion du budget principal qui peut se résumer ainsi :

- Recettes : 228,109 M€.
- Total des dépenses : 220,357 M€.

Je vous épargne les milliers, les centaines et les centimes.

Ce qui amène à un résultat d'exercice excédentaire à 7,752 M€, partant du principe qu'il y avait un déficit sur l'exercice 2018, exercice précédent à 365 242 €.

Nous sommes quand même à un résultat final cumulé à 7,387 M€.

19. Budget de la Régie à autonomie financière des Transports Envibus - Compte de Gestion de l'exercice 2019.

M. LOMBARDO - Concernant le rapport n° 19 relatif aux transports, là aussi, nous sommes en recettes à 60,601 M€ et en dépenses à 60,702 M€ Résultat d'exercice déficitaire à -100 000 €. Il y avait un excédent de l'exercice précédent à 2,793 M€, ce qui nous laisse un résultat final à 2,692 M€.

20. Budget Annexe des Pépinières - Compte de Gestion de l'exercice 2019.

M. LOMBARDO - Le rapport n°20 concerne le budget des Pépinières et se résume en :

- Recettes, à 1,372 M€.
- Dépenses, à 1,248 M€.
- Résultat de l'exercice : 124 000 €.
- Un déficit lors de l'exercice précédent à 107 000 €.
- Ce qui nous fait un résultat final pour l'année 2019, à 16 937 €.

21. Budget Annexe «Aménagement des Parcs d'Activité» - Compte de Gestion de l'exercice 2019.

M. LOMBARDO - Le rapport n° 21 concerne l'aménagement des parcs d'activité et se résume comme ceci :

- Recettes : 3,031 M€.
- Dépenses : 2,873 M€.
- Résultat de l'exercice : 157 000 €.
- Un déficit précédent à 831 000 € en 2013.
- Ce qui nous laisse un résultat définitif, déficitaire à - 673 000 €.

22. Budget de la Régie à autonomie financière «Office de Tourisme Intercommunal» - Compte de Gestion de l'exercice 2019.

M. LOMBARDO - Le rapport n° 22 concerne le budget « Office de Tourisme Intercommunal » et se résume comme ceci :

- Recettes : 933 000 €.

- Dépenses : 911 000 €.
- Résultat de l'exercice : 21 882 €.
- Un déficit précédent de 5 786 €.
- Ce qui nous laisse quand même un résultat excédentaire à hauteur de 16 000 € pour l'année 2019.

23. Budget Annexe «Théâtre Communautaire d'Antibes» - Compte de Gestion de l'exercice 2019.

M. LOMBARDO - Le rapport n° 23 concerne le Théâtre Communautaire d'Antibes et se résume comme suit :

- Recettes : 7,739 M€.
- Dépenses : 7,475 M€.
- Un excédent à 264 000 €.
- L'exercice précédent était en déficit de 109 000 €.

Cela nous laisse quand même un résultat cumulé excédentaire de 154 000 € pour l'année 2019.

24. Budget Annexe « GeMAPI » - Compte de Gestion de l'exercice 2019.

M. LOMBARDO - Le rapport n°24 concerne la GeMAPI et se résume comme suit :

- Recettes : 6,441 M€.
- Dépenses : 3,917 M€.
- Résultat de l'exercice : 2,524 M€.

L'exercice précédent était en déficit de 2,399 M€.

Ce qui nous laisse quand même un résultat excédentaire pour 2019 à hauteur de 124 000 €.

L'ensemble de ces Comptes de gestion sont en concordance avec les résultats des Comptes administratifs qui vont suivre, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT - Très bien.

Je vais donc faire voter la délibération 18 et ensuite je demanderai si c'est le même type de vote.

Sur la délibération 18, je n'ai pas d'interventions.

Qui s'abstient ?

2 abstentions.

Qui vote contre ?

2 votes « contre ».

Je rappelle que c'est le Compte de gestion. Voter contre le Compte de gestion, je le redis tranquillement, c'est voter contre le Trésorier. Voter contre le Compte administratif, c'est dire que le budget n'était pas sincère. Voter contre le budget, c'est être dans l'opposition. Ce sont les règles habituelles mais j'ai compris que l'on était dans un nouveau monde.

Deux abstentions, deux votes « contre ». Les autres votent « pour ».

Est-ce que ce vote qui vaut pour la délibération 18, vaut pour la délibération 19 ?

Même vote ?

Même vote.

Délibération 20, même vote.

Délibération 21, même vote.

Délibération 22, même vote.

Délibération 23, même vote.

Délibération 24, même vote.

On arrive à la délibération 25, Compte administratif et là, l'Exécuteur du budget laisse la place.

Départ de Monsieur Eric PAUGET qui donne procuration à Monsieur David SIMPLOT

25. Budget Principal - Compte Administratif de l'exercice 2019.

M. LUCIANO - Merci Monsieur le Président. Sur le rapport n° 25, je donne la parole à M. LOMBARDO, le vice-président Finances.

M. LOMBARDO - On va procéder maintenant au vote des Comptes administratifs 2019. Je rappelle effectivement que les Comptes de gestion sont les Comptes soignés de notre Comptable assignataire et qu'il ne fait qu'exercer un contrôle, vérifier et mettre en pratique des totaux qui doivent se mettre en concordance avec les Comptes administratifs.

Les Comptes administratifs retracent les mouvements financiers effectivement opérés au cours de l'exercice 2019.

Concernant le rapport n° 25 qui concerne le budget général, le Compte administratif de l'exercice 2019 du budget principal de la CASA, ainsi que les résultats de clôture laissent apparaître sur la balance générale un déficit de la section d'investissement de 16,273 M€ et un excédent de la section de fonctionnement de 23,661 M€. Ce qui nous laisse un résultat de clôture excédentaire de 7,387 M€.

26. Budget de la Régie à autonomie financière des Transports Envibus - Compte Administratif de l'exercice 2019.

M. LOMBARDO - Concernant le rapport n° 26 relatif au budget Envibus et son autonomie financière, le Compte administratif de l'exercice de la Régie à autonomie financière des Transports Envibus de la CASA, ainsi que les résultats de clôture laissent apparaître sur la balance générale un excédent en investissement de 127 000 € et un excédent de fonctionnement à 2,565 M€, soit un résultat global de clôture excédentaire à hauteur de 2,692 M€.

27. Budget Annexe des Pépinières - Compte Administratif de l'exercice 2019.

M. LOMBARDO - Concernant le rapport n° 27, budget Pépinières. Le Compte administratif, toujours de l'exercice 2019, du budget annexe des Pépinières ainsi que les résultats de clôture laissent apparaître sur la balance générale un déficit en investissement de 147 000 € et un excédent de fonctionnement de 164 000 €, soit un résultat de clôture excédentaire de 16 937 €. On retrouve effectivement tous les chiffres du Compte de gestion qui sont en totale concordance.

28. Budget Annexe «Aménagement des Parcs d'Activité» - Compte Administratif de l'exercice 2019.

M. LOMBARDO - Le rapport n° 28 qui concerne l'aménagement des parcs d'activité, ainsi que les résultats de clôture laissent apparaître sur la balance générale un déficit en investissement de 776 437 € et un excédent de fonctionnement de 102 000 €, soit un résultat global de clôture déficitaire de 673 000 €. C'est ce que je vous disais tout à l'heure, vérifié, contrôlé par le Comptable assignataire.

29. Budget de la Régie à autonomie financière «Office de Tourisme Intercommunal» - Compte Administratif de l'exercice 2019.

M. LOMBARDO - Le rapport n° 29, budget «Office de Tourisme Intercommunal». Le Compte administratif ainsi que les résultats de clôture laissent apparaître sur la balance générale un déficit en investissement de 22 297 €, un excédent de fonctionnement de 38 394 €, soit un résultat global de clôture excédentaire de 16 000 € et des poussières.

30. Budget Annexe «Théâtre Communautaire d'Antibes» - Compte Administratif de l'exercice 2019.

M. LOMBARDO - Le rapport n° 30, budget «Théâtre Communautaire d'Antibes». Le Compte administratif du budget annexe ainsi que les résultats de clôture laissent apparaître sur la balance générale un excédent en investissement de 69 507 € et un excédent de fonctionnement de 85 305 €, soit un résultat global de clôture excédentaire de 154 813 €.

31. Budget Annexe «GeMAPI» - Compte Administratif de l'exercice 2019.

M. LOMBARDO - Le rapport n°31, budget annexe « GeMAPI » dont toutes les descriptions de travaux ont été faites tout à l'heure par notre Président, laisse apparaître un résultat de clôture sur la balance générale, un excédent en investissement de 48 369 €, un excédent de fonctionnement de 76 044 €, soit un résultat global de clôture excédentaire de 124 413 €.

Voilà, M. le Président, pour la mise au vote.

M. LUCIANO - Merci Monsieur le Vice-Président. Comme nous l'avons fait précédemment, nous allons voter d'abord sur le Compte administratif du budget principal 2019, et si vous êtes d'accord, nous voterons ensuite sur les autres budgets en voyant si vous renouvez votre vote.

En ce qui concerne le budget principal, le rapport n° 25, qui vote contre ?

Qui s'abstient ?

Le Compte administratif du budget principal est adopté.

Mme MURATORE - Une explication de vote. Je me suis abstenue sur le budget principal qui avait des points positifs et des points moins. Le Compte administratif étant simplement la mise en œuvre de ce budget principal, je vais donc aussi m'abstenir au niveau du Compte administratif.

M. LUCIANO - Sur les rapports 26 à 31, souhaitez-vous que l'on fasse un vote unique, et maintenez-vous votre vote ?

Qui vote contre ?

Qui s'abstient ?

Les Comptes administratifs des budgets annexes sont également adoptés.

On va reprendre.

Est-ce que tout le monde est d'accord pour que l'on fasse globalement comme on l'a fait précédemment ?

Qui est contre pour faire ce qui a été fait ?

Personne. On est donc d'accord.

Il y a une observation.

(Observation hors micro, inaudible).

Nous avons 2 « contre » et 2 abstentions. On va donc pouvoir dire que les votes sont adoptés tels qu'ils l'ont été précédemment. Je vous remercie.

32. Budget Principal - Affectation des résultats de l'exercice 2019.

M. LE PRESIDENT - Je suppose que l'on est à la délibération 32. Je vous donne la parole M. LOMBARDO.

M. LOMBARDO - On est à la délibération 32 qui concerne l'affectation des résultats de l'exercice 2019. Au vu des résultats de l'exercice 2019, il est proposé d'approuver les affectations des résultats suivants, ces derniers n'ayant pas été repris par anticipation lors du vote du budget primitif de l'année 2019 intervenu le 16 décembre 2019, et pour cause...

M. LE PRESIDENT - ...Monsieur le Vice-Président, je me permets d'intervenir pour vous dire que peut-être, vous pourriez faire de la même façon que vous avez fait sur le Compte de gestion, en présentant toutes les affectations. Je suppose que les vôtres sont identiques, et on les votera toutes à la fin.

M. LOMBARDO - Merci Monsieur le Président. Je déroule comme cela tout ce qui concerne ces affectations.

Rapport n° 32 concernant le budget général :

- Report du déficit d'investissement : 16,723 M€ qui doivent être inscrits au poste budgétaire D 0001.
- Couverture du besoin de financement par dotation du compte 1068 pour 14,223 M€
- Affectation du solde disponible soit 9,437 M€ à l'excédent de fonctionnement reporté au poste budgétaire R 002.

33. Budget de la Régie à autonomie financière des Transports Envibus - Affectation des résultats de l'exercice 2019

M. LOMBARDO - Le rapport n°33 qui débute les budgets annexes, budget Transports Envibus :

- Report de l'excédent d'investissement de 127 164 € au poste budgétaire R 0001.
- La section d'investissement ne faisant pas apparaître de besoin de financement, le compte de réserve 1068 n'est pas doté.
- Affectation du solde disponible, soit 2,565 M€ à l'excédent de fonctionnement reporté au poste budgétaire R 002.

34. Budget Annexe des Pépinières - Affectation des résultats de l'exercice 2019.

M. LOMBARDO - Le rapport n°34 qui concerne les Pépinières :

- Report du déficit d'investissement de 147 882 € au poste budgétaire D 0001.
- Couverture du besoin de financement par dotation au compte 1068 pour 145 235 €.
- Affectation du solde disponible soit 19 584 € à l'excédent reporté de fonctionnement au poste budgétaire R 002.

35. Budget Annexe «Aménagement des Parcs d'Activité» - Affectation des résultats de l'exercice 2019.

M. LOMBARDO - Le rapport n° 35 qui concerne l'aménagement des parcs d'activité :

- Report du déficit d'investissement à hauteur de 776 437 € au poste budgétaire D 0001.
- Couverture du besoin de financement par dotation au compte 1068 pour 14 165 €.
- Affectation du solde disponible, soit 88 628 € à l'excédent reporté de fonctionnement au poste budgétaire R 002.

36. Budget de la Régie à autonomie financière «Office de Tourisme Intercommunal» - Affectation des résultats de l'exercice 2019.

M. LOMBARDO - Le rapport n° 36 qui concerne l'Office du Tourisme Intercommunal :

- Report du déficit de 22 297 € au poste budgétaire D 0001.
- Couverture du besoin de financement par dotation au compte 1068 pour 25 185 €, après prise en compte d'un solde déficitaire des restes à réaliser de 2 887 €.
- Affectation du solde disponible, soit 38 394 € à l'excédent reporté de fonctionnement au poste budgétaire R 002.

37. Budget Annexe «Théâtre Communautaire d'Antibes» - Affectation des résultats de l'exercice 2019.

M. LOMBARDO - Le rapport n° 37 qui concerne le Théâtre Communautaire d'Antibes :

- Report de l'excédent en investissement de 69 507 € au poste budgétaire R 0001.
- Couverture du besoin de financement par dotation au compte 1068 pour 66 135 €, après prise en compte d'un solde déficitaire d'un reste à réaliser de 135 643 €.
- Affectation du solde disponible pour 85 305 € à l'excédent reporté de fonctionnement au poste budgétaire R 002.

38. Budget Annexe «GeMAPI» - Affectation des résultats de l'exercice 2019.

M. LOMBARDO - Le rapport n°38 qui concerne GeMAPI :

- Report de l'excédent en investissement à hauteur de 48 369 € au poste budgétaire R 0001.
- La section d'investissement ne faisant pas apparaître de besoin de financement, le compte réserve 1068 n'est pas doté.

- Affectation du solde disponible soit 76 044 € à l'excédent reporté de fonctionnement au poste budgétaire R 002.

Voilà, Monsieur le Président, pour ces affectations de résultats de l'exercice 2019 sur notre budget principal et budgets annexes.

M. LE PRESIDENT - Merci. Je vais faire comme tout à l'heure et, si tout le monde est d'accord, proposer un vote sur la délibération n° 32 et ensuite vérifier auprès de vous que les autres votes sont identiques.

Sur la délibération n°32, qui est contre ?

2.

Qui s'abstient ?

3.

Le budget principal, l'affectation de résultats n° 32 est donc adoptée.

Puis-je considérer sur les votants que ce même vote se répercute sur les autres ?

Oui.

Donc la délibération n° 33, même vote.

Délibération n° 34, même vote.

Délibération n° 35, même vote.

Délibération n° 36, même vote.

Délibération n° 37, même vote.

Délibération n° 38, même vote.

Nous allons maintenant aborder le budget principal et en particulier le budget supplémentaire 2020. Je vous ai présenté tout à l'heure un bilan à la fois du mandat et à la fois de l'année 2019 que je qualifierai d'euphorique, avec des croissances qui étaient à la limite de l'indécence compte tenu de la situation du pays. Les choses ont changé avec la crise sanitaire qui a débuté au début de l'année, qui a induit un très fort ralentissement de l'activité économique de la CASA.

Dans la stratégie du budget que nous vous présentons avec Gérard LOMBARDO et l'ensemble du Bureau, il y a d'abord une marque de soutien à nos entreprises plus particulièrement à nos petites et moyennes entreprises, et encore plus particulièrement dans celles qui concernent l'hôtellerie, la restauration, le tourisme et les activités qui sont liées à ces activités touristiques. Dans ce contexte, nous vous proposons un dégrèvement de deux tiers de la contribution financière économique, dont un tiers pris en charge par la Communauté d'Agglomération et l'engagement de l'Etat de prendre un tiers en charge si la Communauté d'Agglomération faisait cette démarche.

Cette démarche n'est pas anodine. Elle concerne 2,800 M€ de taxes allégées sur l'ensemble de ce tissu essentiel pour le territoire de la Communauté d'Agglomération, et bien entendu, cela demande un effort financier de 1,4 M€ qui a donc été intégré dans le budget de la Communauté d'Agglomération.

Le deuxième point, c'est une situation critique sur le versement « mobilité ». Vous savez que le budget du transport se fait essentiellement par le versement « mobilité » et la chute d'activité économique a entraîné une chute équivalente du versement « mobilité » associé au fait que pour des raisons purement sanitaires, les bus ont été totalement gratuits pendant toute une période nous privant des recettes concernées et qu'aujourd'hui, l'activité de l'ensemble des transports en commun continue malheureusement à être extrêmement faible entraînant donc une perte de recettes considérable.

Dans la situation actuelle, ce sont donc 5 à 6 M€ qui sont perdus dans le budget qui est de 31,5 M€, qui va bien sûr grever lourdement la fin du budget actuel. Aujourd'hui, Thierry OCCELLI essaye, en partenariat avec l'ensemble des personnes concernées, de gérer au mieux cette situation à la fois de déficit d'utilisation des transports en commun - que l'on peut comprendre compte tenu des risques sanitaires qui ont été identifiés malgré le port du masque obligatoire - et de faire en sorte que nous ayons la continuité du Service Public.

Dans ces conditions, on envisage une situation dans laquelle on aurait une perte de recettes de l'ordre, entre le versement « mobilité » et les recettes des titres de transport, de 2,5 M€. Cette situation est forcément difficile et même dramatique mais nous espérons que la reprise de l'activité des transports va se faire de manière progressive, et que, petit à petit, les lignes vont continuer à fonctionner et à se remplir. Nous avons pris, en tout cas j'avais pris un engagement électoral qui consistait à dire que la ligne A du bus-tram serait gratuite. Nous l'avons même laissée entièrement gratuite quand nous avons remis la tarification en place. C'est aussi une demande de la rencontre que nous avons eue avec l'ensemble des entreprises de Sophia Antipolis. C'est une stratégie qui est coûteuse immédiatement mais qui est rentable compte tenu des embouteillages matinaux et vespéraux que l'on peut rencontrer sur Sophia Antipolis quand elle est en pleine activité.

Dans ce contexte, vous verrez dans une délibération ultérieure que nous voulons créer un Comité Stratégique dans lequel les usagers aient la parole en même temps que les entreprises, les élus et l'ensemble des personnes concernées pour définir le meilleur réseau possible et l'adapter à une situation financière contrainte.

La troisième stratégie est une stratégie vis-à-vis des déchets. Chacun sait que l'ensemble de la CASA est intégré dans l'UNIVALOM, que l'ensemble des déchets de la CASA est géré à la fois en avance sur le tri sélectif et doit continuer, même dans l'opération « zéro déchet », à se poursuivre. Mais en même temps, la gestion de valorisation énergétique de nos déchets a fait que les coûts ont diminué progressivement au fil des années. Nous avons baissé dans un premier temps la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Nous l'avons baissé deux fois de manière presque modeste puisque c'était du 0,2 à 0,2. Aujourd'hui, on a une taxe d'enlèvement des ordures ménagères qui est à 9.5.

Nous allons vous proposer de la baisser à 8,8, ce qui est un effort financier de la part de la Communauté d'Agglomération de plus de 3 M€, qui va permettre effectivement d'être au plus juste du service rendu, tout en continuant bien entendu, avec Éric MELE, à faire un développement des actions d'efficacité du tri sélectif, de la reconversion et de la valorisation. Et nous avons encore, dans ce domaine, des marges de manœuvre.

Vous voyez que la stratégie que l'on a menée à une certaine période porte donc ses fruits parce que l'on a fait une usine de traitement de déchets valorisée. A ce moment-là, il y avait une énorme polémique - je le rappelle - qui aujourd'hui n'existe plus, et l'on peut dire que l'usine qui est sur les sommets d'Antibes et de Vallauris continue à effectuer son rôle sans qu'il y ait de risques sanitaires puisque c'est une usine modèle. Pour autant, le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas et l'on doit continuer à travailler en ce sens.

Parallèlement à cette situation, c'est bien entendu - vous l'avez compris - une baisse considérable de nos recettes que nous pourrions absorber à l'exception d'un poste qui est le poste des inondations et le poste des risques naturels. Dans ce domaine, même si des efforts ont été effectués dans les dernières années, nous sommes encore soumis à un risque important, et autant, nous pouvons différer un certain nombre d'investissements et diminuer un certain nombre de fonctionnement, mais il n'est pas envisageable - compte tenu du drame qui a été l'année 2015 en octobre, qui a fait, non pas sur la Communauté d'Agglomération, mais sur l'ensemble de l'Ouest du département, 20 morts - de différer les travaux importants qui vont être mis en place. Ils vont consister dans un premier temps à détruire une urbanisation qui était légale puisqu'elle date d'avant les PPRI mais qui mettait en danger les personnes. Détruire de l'urbanisme, revégétaliser, renaturaliser l'ensemble de ce territoire est un

élément primordial et coûteux, mais c'est un enjeu d'avenir. Il est un enjeu environnemental. Il est un enjeu de sécurité.

Dans ce contexte, on vous propose donc, pour faire en sorte qu'il n'y ait pas d'augmentation fiscale de l'ensemble de nos concitoyens, de mettre une taxe GeMAPI qui soit à peu près équivalente à la baisse de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Dans le projet, tel qu'il est et tel qu'il va vous être présenté, nous avons une vision « environnementale » à la fois sécurité des personnes et des biens, et gestion des risques naturels de la manière la plus naturelle parce que sur Antibes comme sur Biot, on va détruire du béton pour renaturaliser l'espace. C'est une nouvelle stratégie, d'ailleurs saluée par le Gouvernement puisqu'à plusieurs reprises les Inspecteurs qui sont venus ont dit qu'ils se serviraient de cette stratégie dans d'autres territoires : détruire l'urbain qui est dangereux pour retrouver de la nature et donc quelque chose plus près de la nature dans le risque, en diminuant bien sûr les aléas du risque.

Voilà les deux stratégies que l'on propose. Nous avons un engagement qui était un troisième engagement, que l'on ne lâchera pas, c'est celui d'une fiscalité stable. Comme vous le voyez, ce sont un peu plus de 3 M€ qui sont diminués sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et ce sont un peu plus de 3 M€ qui vont être récupérés sur le GeMAPI, avec un avantage sur la Communauté d'Agglomération par rapport au budget des Collectivités, c'est que les recettes sont affectées. Quand vous versez du transport et que vous prenez des titres de transport, vous en avez « pour votre argent », et donc l'argent qui est consacré est pour le transport. Quand vous payez une taxe d'enlèvement des ordures ménagères, vous en avez « pour votre argent », c'est-à-dire que l'argent qui diminue veut dire qu'il y a eu des efforts des citoyens, et cela marie assez bien, à mes yeux en tout cas, l'économie et l'écologie. L'économie dynamique qui est créatrice d'emplois, mais aussi l'économie des ménages. Si l'on explique à quelqu'un que l'on fait ce que l'on est en train de faire et que l'on doit amplifier sur les logements sociaux de la prévention énergétique pour ne pas faire des passoires de nos logements sociaux, à terme, cela aboutit à ce que, bien sûr on a un avantage environnemental, mais à la fin du mois, celui qui paye le loyer, paye un loyer qui est inférieur parce que ses charges ont diminué, parce que pour le chauffage, il a moins de charges à sortir.

Il faut que l'on amplifie cette stratégie et que, pardon de l'expression, on profite de cette crise pour comprendre que nous avons un territoire exceptionnel. Que dans ce territoire exceptionnel, on a l'intelligence artificielle, l'innovation, et que cette innovation va nous servir à faire un développement durable, bien compris. Les déperditions de chaleur, vous le savez, c'est dans les transports et dans l'habitat. Nous devons faire un effort particulier dans ce domaine. Garantir à nos concitoyens que des erreurs qui sont très anciennes... Je ne jette la pierre à aucun maire, aucun maire dans la CASA n'a donné des permis de construire dans des zones inondables, en tout cas, quand elles étaient définies comme inondables, zone rouge ou autre. Ni les prédécesseurs, ni les prédécesseurs des prédécesseurs. Tout cela remonte aux années 80.

Toujours est-il que ces constructions mettent en danger nos concitoyens. On ne peut pas dire que l'on va faire un petit budget GeMAPI parce qu'il y a la crise et que l'on attendra que les choses s'améliorent. C'est la raison pour laquelle, cette stabilité fiscale est une stabilité qui va dans le sens de l'environnement ; continuons à mieux trier parce que cela fait baisser le coût de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Ce sera bien entendu, une fois de plus, la taxe la plus basse des Alpes-Maritimes en ordures ménagères ; et oui, ne lésinons pas non plus sur l'effort à faire en termes de GeMAPI sous prétexte que nous passons une période économique difficile parce qu'il nous sera reproché, évidemment, d'avoir sursis à des situations dans lesquelles il fallait faire face.

L'équité fiscale reste et le troisième point. Après les efforts que nous avons faits pour aider les entreprises dans le cadre de la Chambre de Commerce et d'Industries de Nice-Côte d'Azur, les efforts qu'ont faits le Département et la Région, dégrèvement des deux tiers de la contribution financière économique (CFE), ce qui est un allègement pour passer ce cap compliqué. Bien entendu, vous l'avez compris, cette mesure n'est pas une mesure qui est pérenne, parce que si la Communauté d'Agglomération vit aujourd'hui, c'est essentiellement des recettes fiscales du monde économique. 75

% - ce n'est pas le cas de nos villes et de nos villages - de ce budget est basé sur une dynamique économique. Renoncer à la dynamique économique, c'est donc « tuer dans l'œuf » toutes les ambitions de la CASA.

Voilà les éléments que je voulais mettre en exergue avant que Gérard LOMBARDO les développe et les précise. Je lui cède volontiers la parole sur la délibération n° 39.

39. Budget Principal - Budget Supplémentaire de l'année 2020.

M. LOMBARDO - Merci Monsieur le Président. J'ai envie d'ajouter, si vous le permettez, que les finances publiques sont une matière dense, mouvante, qui change. On a bien vu les fonds de péréquation qui augmentent, la baisse des dotations qui diminuent. Il y a un chiffre qu'il faudrait préciser : 5 € de DGF par habitant, aujourd'hui, c'est le désengagement total de l'Etat, et bien entendu, l'Exécutif que vous représentez, Monsieur le Président, dit aujourd'hui des adaptations au contexte et mise en application de mesures qui collent à la réalité du moment. C'est comme cela qu'aujourd'hui, on pourrait résumer le propos que vous avez porté et qui renseigne efficacement l'ensemble des Conseillers communautaires.

L'ensemble des budgets primitifs de l'année 2020 ayant été approuvé sans reprise anticipée des résultats, il convient aujourd'hui d'intégrer ces derniers à l'occasion des budgets supplémentaires de l'année 2020.

Le rapport n° 39 concernant le budget général, toujours en équilibre en recettes et en dépenses, et toujours en évaluation sincère, dit :

- En dépenses, section de fonctionnement, 4,506 M€.
- En section d'investissement, 46,314 M€ dont 16,273 M€ de déficit d'investissement reporté de 2019, et 21,842 M€ de reste à réaliser.
- En recettes, section de fonctionnement, 4,506 M€, après prise en compte du dégrèvement partiel des cotisations foncières des entreprises en 2020 - ce dont vous avez parlé M. LE PRESIDENT - et les pertes de recettes du versement « mobilité ».
- En section d'investissement, 46,314 M€ dont 23,892 M€ de reste à réaliser.

40. Budget de la Régie à autonomie financière des Transports Envibus - Budget Supplémentaire de l'année 2020.

M. LOMBARDO - Concernant le rapport n°40, transports Envibus.

- En dépenses, section de fonctionnement, 2,038 M€.
- En section d'investissement, 11,948 M€ dont 8,729 M€ de reste à réaliser.
- En recettes, section de fonctionnement, 2,038 M€, dont 2,565 M€ de reprise de l'excédent d'exploitation de 2019.
- En section d'investissement, 11,948 M€ dont 8,620 M€ de reste à réaliser et 127 000 € de reprise de l'excédent d'investissement reporté.

41. Budget Annexe des Pépinières - Budget Supplémentaire de l'année 2020.

M. LOMBARDO - Pour le rapport n° 41, toujours dans les budgets annexes, les Pépinières :

- En dépenses, section de fonctionnement, 41 000 € après prise en compte du décalage des dépenses en raison de la crise sanitaire
- En section d'investissement, 49 000 €, dont 147 000 € de reprise de déficit d'investissement reporté.
- En recettes, section de fonctionnement, 41 000 €, dont 19 584 € de reprise de l'excédent en exploitation de 2019, et 120 000 € d'exonération de loyers des occupants des Pépinières.
- Section d'investissement, 49 000 € dont 2 646 € de reste à réaliser.

42. Budget Annexe «Aménagement des Parcs d'Activité» - Budget Supplémentaire de l'année 2020.

M. LOMBARDO - Le rapport n° 42 qui concerne les aménagements des parcs d'activité :

- En dépenses, section de fonctionnement, 121 000 € avec prise en compte du décalage des dépenses en raison de la crise sanitaire.
- En section d'investissement, 1,524 M€ dont 776 000 € de reprise du déficit d'investissement reporté.
- En recettes, en section de fonctionnement, 121 000 €, dont 88 628 € de reprise de l'excédent d'exploitation 2019 et 30 000 € d'exonération de loyers des occupants de locaux communautaires situés sur les ZAE.
- En section d'investissement, 1,524 M€, dont 1,500 M€ de reste à réaliser.

43. Budget de la Régie à autonomie financière «Office de Tourisme Intercommunal» - Budget Supplémentaire de l'année 2020.

M. LOMBARDO - Le rapport n° 43, budget de la Régie « Office de Tourisme Intercommunal » :

- En dépenses, section de fonctionnement, - 48 150 €, après prise en compte du décalage des dépenses en raison de la crise sanitaire.
- En section d'investissement, - 23 514 €, dont 2 887 € de reste à réaliser et 22 297 € de déficit d'investissement reporté.
- En recettes, section de fonctionnement, - 48 150 €, dont 13 208 € de reprise de l'excédent d'exploitation 2019.
- En section d'investissement, - 23 514 €.

44. Budget Annexe «Théâtre Communautaire d'Antibes» - Budget Supplémentaire de l'année 2020.

M. LOMBARDO - Toujours dans le budget supplémentaire, rapport n° 44, Théâtre Communautaire d'Antibes :

- En dépenses, section de fonctionnement, - 1,660 M€.
- En section d'investissement, 135 000 €, dont 69 507 € de déficit d'investissement reporté, et de 135 643 € de reste à réaliser.
- En recettes, section de fonctionnement, - 1 660 484 €, dont 19 170 € de reprise de l'excédent d'exploitation 2019.
- En section d'investissement, 135 643 €.

45. Budget Annexe «GeMAPI» - Budget Supplémentaire de l'année 2020.

M. LOMBARDO - Le rapport n°45, budget annexe GeMAPI :

- En dépenses, section de fonctionnement, 83 244 €.
- En section d'investissement, 3,313 M€ dont 3,198 M€ de reste à réaliser.
- En recettes, section de fonctionnement, 83 244 €, dont 76 044 € de reprise de l'excédent reporté 2019.
- En section d'investissement, 3,313 M€, dont 3,188 M€ de reste à réaliser.

Des efforts considérables sont donc en préparation et à faire autour de la préservation des personnes et des biens. Voilà, Monsieur le Président, pour les votes.

M. LE PRESIDENT - Merci.

Sur ces budgets supplémentaires, est-ce qu'il y a des interventions ?

Il n'y en a pas.

On passe au vote.

Je ferai la même chose que tout à l'heure. Je proposerai la délibération 39 en vérifiant sur chaque délibération si le vote est identique.

Vous voulez intervenir ? Allez-y.

M. CORNEC - Nous ne votons pas contre tous les budgets, mais nous votons pour le budget GeMAPI, 38, 45 et 48, car nous considérons qu'effectivement, vous nous avez convaincus. Il ne faut pas baisser les contributions.

M. LE PRESIDENT - Je poserai la question, à chaque délibération.

On va commencer par la délibération n° 39.

Qui est contre ?

2.

Abstention ?

1.

Délibération n° 40, même vote.

Délibération n° 41, même vote.

Délibération n° 42, même vote.

Délibération n° 43, même vote.

Délibération n° 44, votre « contre » aussi ?

M. CORNEC - Contre, aussi.

M. LE PRESIDENT - Abstention ?

1.

Délibération n° 45.

M. CORNEC - 45, pour.

M. LE PRESIDENT - 45, pour.

Votre « contre » : 0.

Abstention ?

1.

Jusqu'à la délibération n° 45, les délibérations sont donc adoptées.

46. Dégrèvement exceptionnel et partiel de Cotisation Foncière des Entreprises pour l'année fiscale 2020 en faveur des assujettis relevant des secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'évènementiel.

M. LE PRESIDENT - On passe à la délibération n° 46 qui est le dégrèvement exceptionnel dont j'ai parlé sur la cotisation foncière des entreprises (CFE).

M. LOMBARDO - Le rapport n° 46, dégrèvement exceptionnel - vous en avez parlé Monsieur le Président -, il nous revient la possibilité d'accompagner la démarche d'Etat et de prendre la décision d'aider les entreprises fragilisées par la crise, qui se verront accorder un allègement fiscal de 2,8 M€. Ce qui contribuera bien sûr à accroître les chances de leur pérennisation et des emplois concernés. C'est un effort communautaire qui, comme je le disais tout à l'heure, met en mouvement dans le budget général, des adaptations.

M. LE PRESIDENT - Sur cette délibération, qui est contre ?

Personne.

Abstention ?

Personne.

Votée à l'unanimité. Merci pour les PME et le TPME.

47. Diminution du taux de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères à compter de l'année fiscale 2021.

M. LOMBARDO - La délibération n°47 - vous en avez parlé M. le Président, donc je ne vais pas m'éterniser - concerne la diminution de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. L'idée est de passer de 9,50 à 8,80, ce qui positionne la Communauté d'Agglomération - on va faire un petit cocorico - en première position au niveau départemental. C'est une volonté et je pense que c'est un bénéfice pour les ménages.

M. LE PRESIDENT - C'est un bel effort fait par l'ensemble des ménages pour permettre cette diminution.

Qui est contre ?

S'abstient ?

C'est voté.

48. Instauration de la taxe «GeMAPI» et détermination du produit attendu au titre de l'année fiscale 2021.

M. LOMBARDO - Le rapport n° 48 concerne l'instauration de cette taxe GeMAPI. Vous en avez fait une large description et tout le monde en a bien compris l'utilité. Il revient donc aujourd'hui de mettre en place et d'instaurer cette taxe « GeMAPI ». Je rappelle qu'aujourd'hui, la fiscalité - vous l'avez dit vous-mêmes - est essentiellement orientée autour du monde économique et des entreprises. Aujourd'hui, dans le cadre de ces politiques de protection qui sont essentielles, incontournables, et

personne ne comprendrait, bien entendu - comme vous le dites souvent, Monsieur le Président - que l'on n'intervienne pas dans ces secteurs-là. Il convient donc aujourd'hui d'instaurer cette taxe qui est - comme vous l'avez dit aussi - largement compensée par la diminution de la taxe des ordures ménagères.

M. LE PRÉSIDENT - Sur la délibération n° 48, qui est contre ?

1.

Intervention de Mme MURATORE.

Mme MURATORE - Merci. Cette taxe pose quand même problème sur plusieurs points. Effectivement, la CASA, disons globalement, est très touchée par les problèmes d'inondations. Ce sont nos générations précédentes qui ont laissé faire et on doit le payer maintenant, mais surtout, l'autre problème est le mode de calcul de cette taxe. 16 € par habitant ne nous paraît pas logique parce que ce n'est pas le nombre d'habitants. On aurait dit par foyer fiscal, à la rigueur, mais par habitant, cela pose souci ; la manière du calcul pose souci. Je vais donc m'abstenir.

M. LE PRÉSIDENT - Madame MURATORE, vous avez raison, et Gérald LOMBARDO, qui est un fin financier - en tout cas qui se révèle comme tel - a dit tout à l'heure que c'était une mauvaise façon de présenter les choses. Effectivement, vous le savez, la GeMAPI est adossée au foncier. Ce sont donc les foyers fiscaux qui seront imposés et pas des personnes.

Les 16 €, effectivement, c'est un calcul artificiel qui prend l'ensemble du volume de la taxe et qui la divise par le nombre d'habitants mais cela n'a aucune réalité. On est complètement d'accord. C'est pour fixer une idée de temps en temps sur une fiscalité, on divise par le nombre d'habitants et on dit : cela fait 5 € par habitant, 30 € par habitant.

Il n'y a qu'une chose, c'est que la GeMAPI ne peut pas dépasser 40 € par habitant. C'est quelque chose qui est dans la loi. En mettant 16 €, on avait donné comme objectif de ne jamais dépasser la moitié de ce qui était possible et puis on ne l'a pas utilisé jusqu'à aujourd'hui parce que l'on avait des budgets très excédentaires. Comme je vous l'ai expliqué, aujourd'hui, on va passer quand même deux ans avec un budget, une récession économique non négligeable, et cela va effectivement nous permettre de faire en sorte que l'on passe ce cap avec des investissements lourds que l'on a fait sur la GeMAPI.

Je ne peux pas prendre d'engagement parce que je ne sais pas quelle sera l'économie dans deux ans, mais je suis sûr que Jean-Pierre DERMIT, qui est chargé de ce dossier et moi-même, et avec Gérald LOMBARDO et avec vous tous, si l'on voit que l'on a des rentrées financières supplémentaires, comme on a fait pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, on la baissera à la hauteur des investissements que l'on a à faire, et on le compensera par le budget général. Ce n'est pas possible dans les deux à trois ans qui viennent.

Mais vous avez raison sur les 16 €. Gérald LOMBARDO m'a tiré les oreilles tout à l'heure en disant que l'on ne doit pas mettre 16 € par habitant parce que cela ne veut rien dire.

Mme MURATORE - Quand on regarde, les autres taxes locales sont basées sur la valeur locative et là, tout d'un coup on annonce une taxe par habitant. Si vous prenez un ménage avec deux enfants, cela va être très cher.

L'autre question qui se pose est que les très bas revenus sont exonérés par plus de taxe d'habitation, on ne sait pas jusqu'à quand, mais là, par contre, ils ne pourront pas être exonérés de cette taxe. Il y a donc vraiment un gros problème avec cette taxe.

M. LE PRÉSIDENT - Il peut y avoir des entreprises qui ne payent pas la taxe d'enlèvement d'ordures ménagères parce qu'elles en sont exonérées et qui vont avoir à payer la GeMAPI. C'est la seule distorsion. Aucun ménage ne se trouvera lésé par cette situation puisque tous les ménages payent la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, qui est adossée, comme la GeMAPI, aux taxes

locales en dehors de la taxe d'habitation. J'ai bien tort d'avoir dit 16 €, c'était simplement pour que l'on ait une évaluation, mais un couple avec deux enfants ne paiera pas plus de taxe que l'adossement de la GeMAPI sur la taxe foncière. Il verra sa taxe d'enlèvement des ordures ménagères baisser d'autant.

M. LOMBARDO - J'ajouterai que c'est une taxe de solidarité, c'est-à-dire sans distinction. On est véritablement là dans une mutualisation, une solidarité des personnes envers d'autres personnes, donc c'est une démarche globale qui est adossée à des travaux et un engagement fort de la Communauté d'Agglomération. Chacun va devoir participer justement pour protéger autrui, comme on le fait aujourd'hui avec des masques, pour protéger l'autre. Il y a là presque une démarche patriotique communautaire.

M. LE PRESIDENT - Vous l'avez bien compris, 16 €, c'était une moyenne aussi. Celui qui a un foncier plus lourd paiera proportionnellement plus que celui qui est propriétaire d'un bâti très modeste. J'enlève donc le 16 € par habitant, j'ai eu tort.

Mme MURATORE - Il faut donner un taux mais pas un taux sur les bases. On ne peut pas voter un montant, une délibération comme cela. Ce n'est pas possible.

M. LE PRESIDENT - Malheureusement, on n'a pas d'autres choix que de le faire ainsi puisque c'est une évaluation qui dit que c'est 40 € par habitant. C'est le législateur qui nous a induits dans cette difficulté. Vous avez vu qu'il y a un peu plus de 3 M€ d'un côté, un peu plus de 3 M€ de l'autre, et que pour l'usager, le citoyen, ce sera, à quelques euros près, avec quelques gagnants et quelques perdants, la même chose sur l'ensemble.

Mme BENASSAYAG - Bien sûr à l'unanimité, tout le monde est d'accord sur le principe mais il me semble qu'aujourd'hui, on vote simplement sur la constitution d'un budget annexe GeMAPI et qu'avant début octobre, on votera le taux et là, on aura le temps de se poser les bonnes questions.

M. LE PRESIDENT - Et on l'adaptera. Il sera inférieur à la moitié maximale. Il sera environ à cette évaluation de 16 € qui n'est pas bonne, je suis d'accord avec Marie BENASSAYAG et avec vous Madame MURATORE. C'est une mauvaise évaluation mais c'est une délibération qui, dans un équilibre budgétaire, est indispensable.

On passe au vote. Sur GeMAPI, c'est l'instauration d'une taxe et la détermination du produit attendu. Donc Marie BENASSAYAG a raison, on précisera cela, mais il fallait en définir le volume, et donc c'est le volume attendu que l'on définit dans cette délibération.

Qui est contre ?

1.

S'abstient ?

49. Société Publique Locale «Théâtre Communautaire d'Antibes» - quitus au titre de la gestion saison artistique « 2018/2019 ».

M. LE PRESIDENT - Nous passons maintenant à la SPL «Théâtre Communautaire d'Antibes», quitus au titre de la saison artistique 18/19 ».

M. LOMBARDO - Merci Monsieur le Président.

Le 28 juin 2017, une convention de prestations intégrées de gestion d'exploitation a été signée entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis qui a confié à la Société Publique Locale Théâtre Communautaire la gestion du Service Public d'ANTHEA Antipolis Théâtre. Cette SPL Théâtre Communautaire d'Antibes assure la gestion de l'équipement et l'exploitation du Service Public de la salle de spectacles. La SPL Théâtre Communautaire d'Antibes devra rendre compte de sa bonne gestion en produisant à la CASA un compte-rendu financier de chacune des périodes de 4 mois.

Je vais poursuivre un peu en essayant d'être le plus clair possible. Le compte-rendu financier porte sur les dépenses acquittées pour le compte de la CASA par la SPL et remboursées in fine à l'euro. Ces dépenses recouvrent les catégories suivantes : artistiques, techniques, communication, brasserie. Après vérification de l'Administrateur des Finances publiques, comptable assignataire de la CASA, les dépenses réalisées par la SPL du Théâtre pour le compte de la CASA sont de 2,674 M€ auxquels s'est ajouté un montant de 191 000 €, soit un total de 2,865 M€, comprises. Il peut donc être donné, par rapport à tous ces chiffres, quitus à ce titre à la SPL Théâtre Communautaire d'Antibes pour la période concernée.

La rémunération de la SPL Théâtre Communautaire : cette dernière recevra après le quitus de sa gestion à l'issue de chaque saison artistique, une rémunération à caractère d'intéressement dite proportionnelle à hauteur de 1 % des recettes concernant la billetterie, la location de salles, la brasserie, les partenariats, le mécénat. Le montant de l'intéressement théoriquement dû par la CASA à la SPL Théâtre Communautaire est de 31 786 €. Toutefois, le versement intégral de cet intéressement est lié au respect par la SPL du budget prévisionnel des dépenses réalisé par le compte de la CASA. Il s'avère, en effet, qu'au travers de la convention ce dernier intéressement se verra amputé, voire s'avèrera négatif, en cas de dépassement. Cette fois-ci, il n'est pas négatif mais il va se voir amputé car dans un tel cas, une pénalité égale à 5 % du dépassement constaté est appliquée.

Même si cela peut paraître excessif, aujourd'hui, la différence entre le budget alloué et le budget réalisé correspond à un dépassement de 67 508,01 € HT. Il y a donc lieu d'appliquer une pénalité pour cause de dépassement de budget d'un montant de 3 375,40 € correspondant à 5 % de la somme. C'est pourquoi le montant net de la part variable de la rémunération SPL Théâtre Communautaire est maintenant ramené à 28 411 € HT. Voilà, Monsieur le Président, c'est dans le respect des conventions signées.

M. LE PRÉSIDENT - Parfait. Merci de ce quitus. Je rappelle qu'ANTHEA a été doublement pénalisé, d'abord parce qu'elle avait des salles pleines, qu'elle a dû annuler et rembourser mais surtout parce que les dernières périodes correspondaient aux manifestations artistiques de qualité. Le budget d'ANTHEA est sur deux points.

D'abord des subventions de deux types : il y a 1,8 M€ versé par la CASA et 700 000 € donnés par les casinos qui ne peuvent subventionner que dans la mesure où les manifestations se produisent. Malheureusement, en fin de saison, ces manifestations devaient arriver. Ce sont donc 700 000 € qui sont tombés du budget d'ANTHEA et les remboursements obligatoires qui ont suivi. Fort heureusement, on s'est trouvé dans une situation dans laquelle l'interruption va jusqu'en octobre, et que pendant cette période-là, effectivement, il n'y a pas de manifestations pendant l'été, donc il n'y a pas de perte.

La deuxième satisfaction est que l'on a eu 12 000 abonnés sur la saison à venir, ce qui veut dire que, malgré le Covid, malgré toutes les contraintes qui existent, les gens sont « en attente » des événements culturels et du théâtre. Je rappelle que l'on avait 13 800 abonnés en 2019. On est donc à un chiffre qui est presque similaire avec pourtant 20 % de programmations en moins.

On vient de voir l'ensemble des équilibres, et je vous propose de les voter.

Qui est contre ?

S'abstient ?

La délibération est adoptée.

Départ de Madame Alexandra BORCHIO FONTIMP qui donne procuration à Monsieur Jean LEONETTI

50. Attribution de fonds de concours d'équipements aux communes.

M. LE PRESIDENT - Nous passons maintenant à une situation que nous avons connue et qui nous fait jalouser et quelques fois critiquer, ce sont les fonds de concours d'équipements aux communes.

M. LOMBARDO - Il s'agit là de l'attribution de fonds de concours d'équipements aux communes. Je rappelle que la loi prévoit que les fonds de concours peuvent être versés par l'Etablissement Public de Communauté Intercommunale à fiscalité propre et ses communes membres. La Communauté d'Agglomération verse au titre des équipements scolaires et structures d'accueil. Pour un montant subventionnable de 900 850 €, elle va verser 270 000 € pour cette première thématique.

Ensuite, dans une thématique différente, équipements sportifs, pour un volume subventionnable à hauteur de 1,855 M€, la Communauté d'Agglomération en fonds de concours a fait un effort de 534 280 €.

Pour une autre thématique, patrimoine et équipements culturels, montant subventionnable à hauteur de 207 000 €, la Communauté d'Agglomération va faire un effort de 62 342 €.

Pour la protection contre les risques naturels, montant subventionnable à 41 667 €, la Communauté d'Agglomération va participer en fonds de concours à hauteur de 10 416 €.

Ensuite le patrimoine culturel, pour un montant subventionnable de 15 605 €, fonds de concours de la Communauté d'Agglomération à 1 560 €.

Je vous épargne des communes, je fais le global. Je pense que tout le monde y retrouve ses petits et ses adresses. Pour les communes de 1 000 habitants, hors thématiques, on a un montant subventionnable à hauteur de 959 547 €. La Communauté d'Agglomération au travers de ces fonds de concours, va intervenir à 197 158 €.

Les 27 nouveaux projets présentés ci-dessus représentent un coût global de 3,991 M€, ce qui veut dire en termes de participation globale en fonds de concours pour la Communauté d'Agglomération à 1 076 013 €.

Par ailleurs, dans le cadre des dossiers de fonds de concours qui auront d'ores et déjà fait l'objet d'une délibération en Bureau communautaire, certaines communes ont fourni des éléments justifiant l'état d'avancement de l'opération financée nécessitant des ajustements :

- Modification apportée à une délibération en Bureau communautaire le 17 juin, portant attribution de fonds de concours d'équipements. Il s'agit d'un montant modifié pour la commune de Bar-sur-Loup, fonds de concours à hauteur de 38 865 €, et puis d'un autre montant à hauteur de 50 565 €. Cette actualisation a pour effet de modifier le montant global des fonds de concours approuvé dans la délibération de 8 135 202 € à 8 146 902 €, soit une augmentation de 11 700 €.

- En raison de l'évolution du coût de l'opération à la réalisation d'une base nautique sur la plage du Midi à Golfe-Juan, la commune de Vallauris, il convient de modifier la délibération comme suit : une actualisation qui a pour effet de modifier le montant global des fonds de concours approuvés dans la délibération qui passent de 1 040 449 € à 1 191 095 €, soit une augmentation de 150 646 €.

Voilà, Monsieur le Président, concernant ces attributions de fonds de concours équipements aux communes qui participent très largement et depuis des années à l'aménagement du territoire.

M. LE PRESIDENT - Les fonds de concours dans ce mandat, je l'ai dit tout à l'heure, représentaient 44 M€ qui ont été attribués sur des critères objectifs à l'ensemble des communes. L'année 2020 est une année dans laquelle 12 M€ seront reversés aux communes dans le cadre des fonds de concours. La stratégie était initialement de ne pas dépasser 4 M€ de fonds de concours. On a vu que progressivement les fonds de concours - puisqu'ils sont attribués sur des critères objectifs et non pas sur des enveloppes - ont augmenté. C'est la raison pour laquelle, on va faire une pause sur l'année qui va venir, qui va quand même absorber les reliquats antérieurs des fonds de concours qui vont arriver jusqu'à 7 M€ dans l'année prochaine.

Les fonds de concours ont contribué, comme le disait Gérald LOMBARDO, fortement au développement des communes, aux équipements sportifs et culturels qui existent partout. Pour autant, aujourd'hui, on doit considérer que ces équipements sont en grande partie acquis et l'on doit réduire notre stratégie sous peine de voir une situation de redistribution l'emporter sur les missions particulières de la Communauté d'Agglomération. On a pu le faire parce que l'on avait des budgets avec des croissances qui étaient importantes. Aujourd'hui, bien entendu, il faut que nous absorbions cette augmentation très significative.

Aujourd'hui, vous l'avez vu, non seulement ces fonds de concours sont maintenus pour l'année 2020, mais ils sont réajustés en fonction des coûts et donc, on augmente l'aide pour les communes pour qu'elles ne se trouvent pas devant une difficulté ou un mur, ne pas pouvoir finir l'équipement dans la période difficile que l'on traverse.

Je vous demande donc votre approbation sur l'attribution de fonds de concours aux communes, délibération 50.

Mme MURATORE - Peut-on avoir quelques explications sur la base nautique à Golfe-Juan où le coût est complètement doublé ? Il y a quand même un souci.

M. LE PRESIDENT - Cela montre une seule chose. Lorsqu'il y a un coût qui augmente, qui est dans le créneau subventionnable par la Communauté d'Agglomération, la question qu'il faut se poser - et on se la pose - est au niveau de la commune. La Communauté d'Agglomération ne subventionne pas en opportunité, elle subventionne en pourcentage. Sous réserve que l'on nous fournisse des factures correspondantes, la Communauté d'Agglomération accompagne les communes. C'est une intercommunalité, ce n'est pas une supracommunalité. On n'a pas à dire dans chaque commune ce qui doit être fait en termes de base nautique, de théâtre, de cours de tennis, le fait que le maire ait été élu et le décide avec son Conseil municipal fait que l'on déclenche de la part de la CASA, le pourcentage de subvention qui est initialement prévu.

On passe au vote.

Qui est contre ?

S'abstient ?

51. Attribution de fonds de concours au titre du Foncier Agricole.

M. LE PRESIDENT - Attribution des fonds de concours au titre du Foncier Agricole. Très important.

M. LOMBARDO - C'est important, mais je reviens une seconde sur ces fonds de concours, et je précise qu'aujourd'hui, c'est la mouvance, ce sont toutes ces adaptations qui sont mises en place qui oblige la Communauté d'Agglomération et les communes à se serrer les coudes autour d'un contexte qui a été modifié par le Covid et le recul des entreprises, et toutes ces adaptations que l'on a visitées dans les délibérations qui ont précédé.

Attribution des fonds de concours au titre du Foncier agricole. Là aussi, la Communauté d'Agglomération aide depuis plusieurs années dans le cadre de sa stratégie agricole et de sa politique de développement, au développement de l'agriculture de son territoire. Ces concours financiers aux communes leur ont permis d'acquérir du foncier agricole dans un but de soutien agricole, local. Cela fonctionne et petit à petit on assiste à un renouveau du monde agricole sur le moyen et le haut pays. Cela pourrait aller plus vite, mais en tous les cas, cela avance.

Il s'agit d'un projet présenté par la commune de Bézaudun. Un coût d'acquisition à hauteur de 25 000 € et une participation à hauteur de 30 % soit 7 500 € au bénéfice de Bézaudun.

Ensuite, Gréolières, un coût d'acquisition à hauteur de 7 354 € et une participation en fonds de concours de la CASA à hauteur de 1 841 €.

Tourrettes-sur-Loup, une acquisition pour des terres agricoles, 3 ha - ce qui n'est pas mal - à hauteur de 15 000 €, pour un montant de fonds de concours CASA à hauteur de 4 500 €.

C'est tout ce que j'ai sur ce volet agricole et accompagnement des communes dans le développement agricole de la Communauté d'Agglomération, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT - Je me permets de vous féliciter pour le mandat précédent, pour avoir impulsé cette politique, d'avoir développé la Maison du terroir et d'avoir fait un retour à l'agriculture dans le territoire de la CASA, qui apparaissait un peu décalé par rapport à la Technopole européenne, mais qui, aujourd'hui, porte ses fruits, au sens réel et au sens symbolique.

Délibération n° 51, personne n'est contre ?

Pas d'abstention.

La délibération est adoptée.

52. Fonds de concours - Approbation du nouveau règlement et des critères d'attribution.

M. LE PRESIDENT - On passe maintenant au fonds de concours, approbation du nouveau règlement et critères d'attribution. C'est ce que l'on évoquait tout à l'heure. On va essayer de faire une pause, en tout cas de diminuer nos fonds de concours. 12 M€ cette année. 4 M€ prévus par an dans le plan d'investissement. On ne pourra pas tenir sur ce rythme dans les années futures. J'appelle donc tout le monde à une modération en début de mandat qui est le moment de la réflexion, où l'on se pose les questions de l'investissement, si l'on prend 2 ans pour bien élaborer nos projets tout en maintenant les subventions sur les projets qui ont déjà antérieurement été déposés. On devrait avoir, avec la reprise économique, une fin de mandat qui nous permette d'avoir les mêmes soutiens que ceux que l'on avait au début mais pour cette période, on vous demande une diminution des participations et une année blanche.

Monsieur LOMBARDO.

M. LOMBARDO - Merci Monsieur le Président. Je reviens encore et je vais faire un cocorico : la Communauté d'Agglomération a compris très tôt, dès 2001, ce développement de l'agriculture locale. La Maison du terroir - vous l'avez dit - en est un exemple, mais pas seulement. On a pu voir à l'occasion du Covid - ou de la Covid, cela a changé, cela s'est féminisé - tout l'engouement des populations justement pour ces produits de proximité. C'est pour cela qu'il est intéressant et important de poursuivre cet effort aujourd'hui.

Il s'agit maintenant, encore une fois, de se serrer les coudes, de réduire la voilure et de ramener l'attribution des fonds de concours pour la réalisation des équipements pour l'ensemble des thématiques, à 20 % de participation en fonds de concours, avec une bonification de 5 % quand il y a des critères énergétiques favorables. Voilà pour l'ensemble des labels, bâtiments neufs ou réhabilités.

Ensuite, idem pour l'acquisition du foncier agricole, un taux de participation à hauteur de 20 %, toujours pareil, pour l'acquisition et tout ceci plafonné à hauteur de 80 000 € par an.

Voilà, Monsieur le Président, c'est simple, c'est rapide et c'est vite compris par tous les maires qui l'ont accepté sans difficultés. Merci.

M. LE PRESIDENT - Merci à tous pour cet effort de solidarité. Je rappelle au passage que la Communauté d'Agglomération a mis en place des fonds de concours et une dotation de solidarité mais que les fonds de concours ne sont pas obligatoires. Beaucoup de Communautés d'Agglomération n'ont pas de fonds de concours. Je dirais même que très probablement, c'est celle qui en a non seulement

attribué le plus mais celle qui l'a instauré. Nos voisins n'ont pas fait ce choix, qui est un choix d'aide aux communes dans une période difficile.

Les fonds de concours, approbation du nouveau règlement et des critères d'attribution, qui est contre ?

S'abstient ?

Merci beaucoup.

RESSOURCES HUMAINES

53. Formation des Elus Communautaires.

M. LE PRESIDENT - Ressources humaines, formation des élus communautaires. Je donne la parole à Frédéric POMA, chargé des RH à la Communauté d'Agglomération.

M. POMA - Merci Monsieur le Président.

Concernant la formation des élus communautaires, considérant que chaque élu a le droit à une formation, il s'agit donc de déterminer les modalités de droit à la formation des élus communautaires.

Les modalités sont :

- 18 jours de congés de formation par élu et pour la durée du mandat, quel que soit le nombre de mandats détenus.
- La prise en charge des frais d'enseignement et de déplacement dans le cadre de formations agréées par le Ministère de l'Intérieur.
- Et enfin, un crédit budgétaire dédié à la formation, plafonné à 20 % du montant total des indemnités allouées aux élus.

La délibération oriente également les formations privilégiées avec des thématiques adaptées aux fonctions d'élus. Cela concerne donc des fondamentaux de l'action publique locale, la formation en lien avec les délégations ou l'appartenance aux différentes Commissions, et enfin la formation favorisant l'efficacité personnelle comme la prise de parole ou la bureautique.

Je vous demande donc d'approuver les orientations données à la formation des élus de la Collectivité telles que je viens de vous les présenter, et d'imputer la dépense correspondante sur les crédits figurant au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 62, article 6535.

M. LE PRESIDENT - La formation des élus, c'est une règle, et je pense que chacun de nous a toujours besoin de s'améliorer et de continuer à se former.

Je suppose que personne n'est contre ?

Pas d'abstention ? La délibération est adoptée.

54. Indemnités des Elus Communautaires.

M. POMA - Il appartient au Conseil Communautaire de fixer, dans les conditions fixées par la loi, les indemnités de fonction versées au Président, aux vice-présidents et aux conseillers communautaires étant entendu que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Dans le cadre du renouvellement des mandats des élus municipaux et intercommunaux, il s'agit d'approuver les nouvelles modalités d'indemnisation et d'en fixer les taux. On est toujours sur

une enveloppe globale. Par rapport au dernier mandat, il y a un taux à la baisse pour le Président et les vice-présidents pour permettre à tout le monde d'avoir des responsabilités notamment la création d'un taux spécifique pour les membres du Bureau bénéficiant d'une délégation spéciale, et également avec le maintien du taux pour les conseillers communautaires et membres du bureau.

Vous avez en annexe tous les taux. Il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver les modalités d'indemnisation telles qu'elles sont présentées en annexe et d'approuver le montant des indemnités de fonction brute mensuelles telles qu'annexées à la délibération, montant donné à titre indicatif.

M. LE PRESIDENT - Est-ce qu'il y a des interventions ?

Il n'y a pas d'intervention.

Frédéric POMA vous a bien rappelé que c'est une enveloppe globale et que le choix qui est fait à la Communauté d'Agglomération est que cette enveloppe soit diminuée sur la présidence et les vice-présidences pour que, d'abord, tous les membres et conseillers communautaires perçoivent une indemnité et que certains qui ont des responsabilités, soit dans le bureau, soit des délégations spéciales puissent avoir aussi un taux de rémunération et d'indemnités.

Je passe au vote.

Personne n'est contre.

Pas d'abstention. La délibération est adoptée.

MOBILITE ET TRANSPORTS

55. Promotion de la pratique cyclable - Convention de partenariat avec la CACPL, la CAPG et l'association Choisir le Vélo – Renouvellement.

M. LE PRESIDENT - Merci Monsieur POMA. On passe maintenant à M. OCCELLI. Mobilité et transports.

M. OCCELLI - Monsieur le Président, mes chers collègues. Si vous êtes d'accord, on a préparé une présentation avant d'arriver à la délibération n° 55. Comme il y a beaucoup de nouveaux élus dans l'assemblée, il nous a paru nécessaire et important de faire le point sur la politique cyclable mise en place par la CASA depuis plusieurs années.

Vous savez comme moi que pour l'usage du vélo, on travaille spécifiquement sur le déplacement domicile/travail. Le cyclo sportif entre en considération mais notre action est surtout sur le domicile/travail. L'usage du vélo pour aller travailler a été boosté par l'arrivée des vélos à assistance électrique, il y a déjà quelques années. On a donc poussé dans ce sens avec un premier objectif qui était de diminuer l'usage de la voiture et les bouchons le matin sur Sophia. Rapidement, il est arrivé une autre évidence où l'on a parlé de santé publique avec la qualité de l'air qui devait s'améliorer, avec le fait que venir travailler en vélo c'est aussi faire du sport. Puis, un autre volet était très important pour nous, celui de gérer le dernier kilomètre par rapport à la mise en place du BHNS, où ce BHNS reste sur des réseaux structurants et il y aura toujours quelques centaines de mètres, voire kilomètres, pour aller à son bureau. On a donc jugé que l'usage du vélo s'avère de plus en plus efficace et de plus en plus réel sur la gestion du dernier kilomètre et j'y reviendrai tout à l'heure.

Politique cyclable de la CASA : ce sont 40 kilomètres d'aménagement cyclable en itinéraires. Quand je parle d'itinéraires cyclables, cela veut dire que ce n'est pas que de la piste cyclable. Ce sont également des chemins communaux, de la voirie départementale. On n'a pas pu faire - et l'on ne peut toujours pas faire - des pistes cyclables en continuité mais les itinéraires cyclables sont réels et sont en continuité. Cela fait partie de nos engagements.

Notre rôle à la CASA est évidemment l'animation, la promotion - il y a une carte, mais j'y reviendrai dessus après - et la coordination. Vous savez qu'en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité, on ne peut agir que dans ce sens. La complexité est que l'on est obligé d'avoir une action commune avec le Département, avec les communes de la CASA pour réaliser ces pistes cyclables parce que chacun à sa gestion de voirie propre.

Au niveau des axes, on a mis 4 axes principaux sur ce plan vélo, qui était la promotion, donc la démarche avec Cap Azur qui est un rapprochement des agglomérations de l'Ouest du département. J'y reviendrai tout à l'heure sur la délibération n° 55. Pour l'instant, avec la Communauté du vélo et « Choisir le vélo », l'association que l'on a mise en place avec « Choisir le vélo », on a des animations. La Communauté du vélo est importante avec 870 membres. On a démarré à même pas une centaine, on a 870 membres aujourd'hui. Il est important de savoir qu'avec cette communauté d'utilisateurs du vélo sur Sophia Antipolis, on communique par le biais d'un Slack qui nous permet, en temps direct et en temps réel, de nous faire remonter les anomalies liées au vélo, les problématiques principalement de sécurité sur le bord des routes, sécurité en termes de signalétique et de mauvais usages et mauvaises dispositions pour rouler en vélo pour venir travailler. On réagit donc à la journée, où l'on envoie et l'on fait part aux différents gestionnaires de voiries des problèmes à résoudre. Quand on peut, les Services de la Communauté d'Agglomération font aussi leur boulot.

On a des comptages réguliers sur les itinéraires du vélo, les pratiquants du vélo. Evidemment, des gilets fluos logotés sont distribués gratuitement et l'on fait très régulièrement des interventions en entreprises pour la promotion de l'usage du vélo.

L'axe 2 est de mettre en place des services. Tout d'abord la carte numérique - elle est en ligne et disponible - avec des itinéraires continus mais ce ne sont pas que des pistes cyclables, comme je le disais tout à l'heure, et ce sont des itinéraires qui sont conseillés.

Une grosse action a été mise en place, celle de l'acquisition de 20 vélos à assistance électrique que nous prêtons gratuitement, avec 15 vélos qui sont à la Casa du Vélo à Garbejaire. Aujourd'hui, on a mis en place des prêts gratuits de 15 jours. Avant, c'était une semaine mais avec le protocole sanitaire, on a augmenté à 15 jours pour que les gens se croisent le moins possible. Quelque chose de nouveau aussi, à Antibes, place Guynemer, on a 5 vélos qui sont prêtés gratuitement, bien sûr, pour une heure. C'est un usage pour découvrir le vélo en cœur de ville, en cœur d'Antibes. Je rappelle les deux lieux : Garbejaire et place Guynemer à la gare routière d'Antibes.

L'axe 2 également, l'aide à l'acquisition et à la réparation. On a un budget qui a doublé pour l'aide à l'acquisition et à la réparation des vélos qui est de 60 000 € pour 2020. La mise en œuvre de cette aide financière interviendra au tout début septembre. C'est l'acquisition sous conditions de ressources, par rapport au quotient familial, avec une aide à l'acquisition entre 100 et 300 €. On a doublé le coup de pouce de l'Etat qui donne 50 € pour la réparation du vieux vélo ou du vélo qui ne servait plus. La Communauté d'Agglomération propose d'abonder de 50 € en doublant cette aide de l'Etat.

L'axe 3 est important parce que suite aux concertations faites à Monsieur le Président cet été avec le Sophia Club Entreprises et les grosses entreprises de Sophia Antipolis où leur sujet principal était le stationnement du vélo, aujourd'hui on sait que ces entreprises sophipolitaines sont prêtes à faire l'acquisition de flottes de vélos, notamment électriques quand c'est nécessaire, de vélos secs ou de vélos tout court, mais à condition que la Collectivité apporte des solutions de garage, de stockage quand on n'utilise pas ces vélos.

Nous avons déjà mis en place 150 arceaux, 24 boxes répartis sur l'ensemble des communes de l'agglomération. On a 2 consignes qui existent : une au PEA d'Antibes et une à la gare SNCF de Villeneuve. Il y en a une importante, en projet, sur Saint-Philippe justement à l'arrêt du BHNS en début du boulevard Roumanille.

Au niveau des infrastructures 2018-2020, il y a eu de gros travaux faits cet été sur la 98 en venant de Mougins, sur la 604 en venant de Valbonne, où des pistes cyclables sont en train de se réaliser ou d'être achevées. Parfois elles sont bidirectionnelles, parfois elles sont unidirectionnelles, mais à chaque fois, il a été évalué le sens le plus logique de les réaliser. Sur la 604, on est dans le sens de la montée sur Sophia, quand on arrive vers les Pompiers pour arriver à la Route des Crêtes. Cela fait partie des aménagements des accès de Sophia, financés en partie par le Département et en partie par le Comité d'Agglomération. 6 kilomètres ont été réalisés, l'EV8. Le bord de mer qui était provisoire a déclenché un long débat sur la piste cyclable le long du bord de mer à Antibes. On est en train de réfléchir à des solutions définitives. La traversée des Lucioles, avec l'aménagement cyclable, une partie sous le pont et une partie par des feux spécifiques aux vélos. Donc, comme je le disais, la RD 98, la 604 et la 5098. Tout cela avec des conventions financières CASA/communes et CASA/Département. Également le long des voies du BHSN, du bus-tram, on a réalisé 4 kilomètres de pistes cyclables qui sont déjà utilisables.

Maintenant, je vais m'adresser à tous mes collègues maires et élus de la CASA. On a mis en place, il y a quelques années, un Comité Technique qui a pour but de travailler ensemble sur les continuités cyclables où l'on invite autour de la table, évidemment, les Services de la CASA, moi-même, mais les maires ou leurs représentants et les Services techniques des communes parce que l'on a comme objectif et comme projet - vous savez que j'en parle depuis longtemps - d'utiliser les DFCL, les pistes, d'aller le plus loin possible sur le territoire pour permettre aux gens de venir sur Sophia en vélo. Je parle du Nord parce que c'est là où il existe beaucoup plus de DFCL et où le problème se pose et sur la partie Sud en lien avec les travaux BHNS, évidemment, à chaque fois, il y aura la piste cyclable.

En même temps, certaines communes ont déjà pris des arrêtés pour mettre en place des double-sens cyclables sur des sens uniques, parfois, on autorise les vélos à aller dans le sens interdit avec une signalétique, évidemment il faut que ce soit sécurisé, en limitation de 30 kms/h et que ce soit sur des tronçons très courts. Il faut que ce soit aussi hyper intéressant et efficace pour les vélos. Personnellement, je l'ai fait à Opio en collaboration avec Valbonne et certaines communes sont déjà en train de travailler dessus.

Objectif 80 kilomètres d'itinéraires cyclables continus et sécurisés en 2025. Avec le programme que l'on a mis en place avec la CABG et la CAPL, c'est d'avoir 130 kilomètres cyclables d'ici 2025.

Voilà, une petite présentation - évidemment on pourrait débattre pendant des heures - pour vous tenir informés des actions de l'agglomération par rapport au vélo, notamment au vélo domicile/travail.

M. LE PRESIDENT - Merci Thierry, utilisateur du vélo. Rien n'est mieux que d'être servi par soi-même. Il sait de quoi il parle.

Sur la promotion de la piste cyclable et cette convention qui est maintenant une convention Ouest, je vous demande le renouvellement et votre approbation.

M. CORNEC - Nous saluons cette intervention qui effectivement montre les efforts faits par la CASA pour développer la pratique du vélo sur la Communauté de communes. On nous parle d'un renouvellement de convention de partenariat pour promouvoir la pratique du vélo. Nous voterons pour.

Nous rappelons que nous, Rassemblement National, sommes favorables à la cohabitation de tous les modes de déplacement sans n'en exclure aucun. Nous ne voyons malheureusement que très peu d'évolution de la pratique du vélo à Antibes, notamment, et nous le déplorons. Nous nous interrogeons sur le retard pris pour le très beau projet de voie Euro Vélo 8 pour lequel la CASA aurait pourtant dû être en avance. J'ai bien entendu M. OCCELLI qui disait qu'il y avait des efforts, des travaux faits à Mougins, à Valbonne. Nous sommes très heureux de l'apprendre et d'apprendre aussi que vous réfléchissez à des solutions définitives sur Antibes et notamment le contournement, je suppose, du Cap

d'Antibes puisque c'est l'interrogation que nous avons tous. Je rappelle que nous sommes favorables à une voie continue entre Golfe-Juan. Je ne parle pas de Golfe-Juan parce que ce n'est pas ma commune, mais dans la perspective de la voie Euro Vélo 8, je pense que nous aurions pu être en avance sur tout le territoire de la CASA et que cela aurait été un très beau projet, une très belle ambition de développer ce bord de mer, sans évidemment oublier l'arrière-pays et Sophia, Opio, etc. La voie de bord de mer me semble indispensable parce qu'il y a beaucoup de travaux qui sont prévus, et alors que ces travaux sont prévus, il est absolument fondamental d'y inclure des voies vélo.

M. LE PRESIDENT - Monsieur CORNEC, je suis très content de ce que vous venez de dire parce qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent jamais d'avis. Je vous rappelle que dans le programme que vous avez mené dans le précédent mandat, quand on posait la question à votre leader, à cette époque-là, dans un débat qui s'est produit ici, et que l'on développait le projet de pistes cyclables, il a dit : « Pistes cyclables : 0 ». Donc, c'est bien. Quand on part de zéro et que l'on arrive à pas grand-chose, on n'a de mercis à dire à personne, comme disait Pierre DAX. La progression ne pouvait donc être que positive. Merci. On va le faire ensemble.

M. OCCELLI - Président, si vous permettez, je peux compléter. Là, on n'a parlé que du vélo. Effectivement nous sommes dans la réflexion de tous les modes doux. La présentation, c'est du vélo. On pourra parler plus tard d'autres choses, d'autres projets.

En ce qui concerne, je le disais tout à l'heure, le Comité Technique, il existe, on l'a mis en place. C'est le plus efficace, le plus important aussi, surtout sur la traversée d'Antibes ; c'est la plus compliquée de toute la CASA où nous travaillons avec les Services de la ville d'Antibes (les services techniques et les services voirie). Personnellement, avec le Président, on les rencontre assez souvent et l'Association « Choisir le vélo » qui nous fait des propositions sur les itinéraires, les possibilités de pistes cyclables ou de pistes partagées. Je ne connais pas Antibes aussi bien que vous, Monsieur, mais je dirais que cela nécessite parfois d'enlever du stationnement, parfois de mettre des sens uniques, parfois d'arracher des arbres, etc. Ce n'est donc pas si facile. Cela ne veut pas dire que c'est infaisable. Cela veut dire qu'ensemble nous sommes en train de trouver des solutions. Il n'y a pas 15 jours, on a eu une réunion avec « Choisir le vélo » et l'on doit se voir Jules Grec, la traversée sur Golfe-Juan, Juan-les-Pins et Golfe-Juan.

M. LE PRESIDENT - Très bien. Puisque tout le monde est enclin à choisir le vélo, je vous propose donc, Promotion de la pratique cyclable - Convention de partenariat et l'association Choisir le Vélo en renouvellement.

Personne n'est contre.

Personne ne s'abstient.

Voilà une belle unanimité que l'on va concrétiser.

Départs de Madame Laurence HARTMANN qui donne procuration à Madame Marie BENASSAYAG et de Messieurs Eric PAUGET et Hassan EL JAZOULI qui donnent procuration à Monsieur David SIMPLOT et Madame Alexia MISSANA

56. Comité des Partenaires - Désignation des représentants.

M. LE PRESIDENT - Délibération n° 56, Comité des partenaires.

M. OCCELLI - C'est nouveau. Cela fait partie de la loi mobilité et du Code des transports. On doit désigner des représentants sur un Comité des partenaires. Cela tombe bien parce qu'avec le Président, on avait déjà décidé avant l'été, par rapport à tout ce qui s'est passé, de créer une véritable concertation et de consultation des usagers. Je ne parle pas que vélo, je parle évidemment transports en commun, tous les déplacements. Finalement, cette loi et cette nouveauté arrive à pic.

On vous propose un collège de représentants d'élus, composé du Président de la CASA, Jean LEONETTI, de moi-même en tant que vice-président à la mobilité et de 4 élus des communes.

Au niveau des élus des communes, on a vu avec les maires concernés, et l'on vous propose des élus des 4 communes les plus importantes du littoral. Tout à l'heure, on a lancé un appel à candidat, ce sont les maires qui ont répondu :

- Pour la commune de Valbonne, Joseph CESARO,
- Pour Biot, Jean-Pierre DERMIT,
- Pour Vallauris, Kévin LUCIANO,
- Pour Villeneuve-Loubet, Lionnel LUCA.

Il y aura également un représentant du Conseil de développement, un collège de représentants des employeurs et un collège des représentants des usagers.

Cela veut dire qu'en mettant tout ce monde autour de la table, à nous tous ensemble, on trouvera avec finesse le plus important : mettre en place le transport aux endroits les plus importants, au bon moment, en concertation.

M. LE PRESIDENT - Vous l'avez compris, il faut une concertation sur ces sujets. On a eu quelques expériences dans le passé où l'on nous demandait, par exemple, un bus de tel endroit à tel endroit, et puis l'on se rendait compte quand on le mettait en place qu'il n'avait que deux ou trois usagers par jour. Il faut absolument répondre à une demande.

L'environnement passe par un transport en commun propre, comme on l'utilise, au gaz. L'environnement, ce n'est pas de faire tourner des bus vides, avec des bus qui encombrent la voirie et qui entraînent des embouteillages. Il faut donc que l'on ait cette juste vision. C'est la raison pour laquelle, le Comité des partenaires que propose aujourd'hui Thierry OCCELLI est une belle opportunité. Je souhaite qu'elle se développe et je souhaite qu'il y ait un débat dans l'ensemble de la Communauté d'Agglomération, ville par ville, village par village, quartier par quartier pour que chacun réponde à l'attente qu'il a du déplacement. Le déplacement est un des éléments majeurs de la préservation de l'environnement, de la facilité dans le travail, dans le loisir, dans la vie familiale. Cet élément-là doit être au plus près de l'attente de nos concitoyens. On doit pouvoir, avec ce Comité, avec cette concertation, arriver à la fin de cette année... On avait dit en avril on commence et l'on terminera à la fin de l'été. Il y a eu le Covid qui est passé par là. On décale. On fait cette concertation à partir de septembre jusqu'à la fin de l'année. A la fin, il y aura un projet qui sera à la fois de modes doux, de fonctionnement. Je continue à croire que la voiture va continuer à exister, que cela va être un mode de déplacement utile. On ne doit pas supprimer la voiture au profit d'un autre mode, en l'imposant. Je pense que tout cela doit se faire de manière concertée.

Et puis, quand on aura un premier schéma, on le mettra en œuvre en 2021. A partir de ce premier schéma, on aura des modifications avec ce Comité de surveillance. C'est normal que les élus soient là. C'est normal que le Conseil de développement qui représente la société civile soit présent. C'est normal que les employeurs - vous avez compris que sur les 30 M€, il y a 4 M€ de recettes de titres de transports et 26 M€ qui sont dus aux entreprises - que les entreprises aient un droit de regard sur l'organisation des transports. Et puis, bien entendu, un collège de représentant des usagers parce que ce sont ceux qui montent dans le bus et qui savent le mieux comment les choses évoluent. On va donc mettre cela en place. On va travailler tout le trimestre, septembre, octobre, novembre, décembre et quand on arrivera en décembre, il faut que l'on ait un projet et que l'on puisse le mettre en projet sur l'année 2021, réajustable année par année en fonction des moyens et des améliorations que l'on peut apporter.

Voilà ce que l'on vous propose : Comité des partenaires si vous êtes d'accord avec les collèges ainsi représentés.

Mme MURATORE - Ma question est le lien, la coordination - je ne sais pas comment vous voulez dire - avec la Commission Mobilité qui devrait être mise en place. Il me semble qu'il y a quelque chose à faire, sinon la Commission Mobilité n'a plus grand usage.

M. LE PRESIDENT - Non. La Commission « Mobilité » va regrouper toutes les personnes qui, partout, s'intéressent au sujet, qu'elles soient dans la majorité, dans l'opposition. C'est une Commission. Là, on est dans un Comité de pilotage dans lequel il y a les parties prenantes. L'un est donc complémentaire de l'autre. Ce n'est pas un qui se substitue à l'autre.

M. OCCELLI - Je peux ajouter, Président, à Madame MURATORE que sur le Conseil d'exploitation d'Envibus, on a déjà des associations. Le Conseil de développement de Sophia est déjà là. Les Associations de Sophia Antipolis - TraVISA pour donner un exemple - sont déjà là. Les Associations de personnes en grande difficulté de mobilité sont aussi avec nous, tu le sais puisque tu as fait partie 6 ans de ma Commission. On ne part pas de rien. Ce Comité consultatif est quelque chose de nouveau. C'est autre chose. Mais, sur le Conseil d'exploitation d'Envibus, on a déjà tout ce petit monde autour de la table et ensemble, on a fait des propositions, on est allé de l'avant.

C'est ce que l'on va vous demander dans les mois qui viennent parce que - le Président le disait et je suis convaincu autant que lui - le gros challenge des années qui viennent c'est le déplacement, le transport.

M. LE PRESIDENT - Cela ne fait pas doublon, on est bien d'accord. Donc on passe au vote.

Qui est contre ?

S'abstient ?

Je vous remercie.

On a désigné au passage les 4 élus des villes. Faut-il faire un vote séparé ?

Non, c'est un vote global.

Donc je vous remercie.

57. Gare de Juan les Pins - Réalisation des travaux de mise en accessibilité des quais- Convention de financement Etat-Région PACA - CASA - Commune d'Antibes.

M. LE PRESIDENT - Gare de Juan-les-Pins, réalisation des travaux de mise en accessibilité des quais, convention de financement Etat/Région, PACA/CASA/Commune d'Antibes. Pardon aux Antibois, ils ont déjà subi la délibération, mais elle tourne, bien entendu, maintenant au niveau de la CASA.

M. OCCELLI - Il n'y a rien à dire de plus. Cela fait partie du programme de mise en accessibilité des arrêts et des stations. Convention de partenariat de cofinancement.

M. LE PRESIDENT - Pour ceux qui ne sont pas Antibois et qui n'ont pas subi la première délibération : la ville a acheté à la SNCF le parking et a étendu ce parking devant la gare de Juan-les-Pins, mais surtout, elle a conventionné avec la gare de Juan-les-Pins la possibilité de traverser la gare et de se servir de ce parking pour la gare. Non seulement, elle a conventionné cet élément, mais elle permettra désormais, à partir de ce parking, d'accéder à Juan-les-Pins. C'est donc à la fois un parking de dissuasion dans lequel les gens qui vont à la plage pourront poser leur voiture à cet endroit, et ensuite traverser Juan-les-Pins qui est, malheureusement, entre le parking et la station, séparé par la ligne de chemin de fer qui, désormais, peut être traversée.

On passe au vote.

Qui est contre ?

S'abstient ?

Intervention de M. CORNEC.

M. CORNEC - Nous reconnaissons la nécessité d'un passage vers la gare de Juan qui est indispensable. Je tiens à vous rappeler, malgré tout, les inconvénients d'un passage souterrain en termes de nuisances diverses, de saletés, de risques d'agressions - maintenant on ne dit plus agressions, on dit incivilités - et danger de submersion non négligeable. Le Rassemblement National avait proposé une option différente qui consistait à imaginer un doublement de la superficie de parkings courbés en hauteur, avec une dalle supplémentaire, car vous savez que les pertes en stationnement urbain sont une des plaies principales qui menacent les petits commerces de centre-ville et la vitalité de ces mêmes centres villes. Juan-les-Pins, qui a encore perdu près de 200 parkings publics après les travaux Poincaré et la disparition du parking Estérel, est menacé dans toute sa zone commerciale.

Un deuxième étage à ce parking aurait permis un accès direct, comme vous le souhaitez, à la gare de Juan-les-Pins, en hauteur, et une liaison directe avec le bord de mer en évitant un fastidieux et improbable passage souterrain. Ce choix n'a pas été fait par les électeurs, mais comme une passerelle nous semble toujours préférable à un souterrain, nous nous abstiendrons de voter cette délibération.

M. LE PRESIDENT - Je vous rappelle que pour faire un étage, il faut acquérir l'ensemble de la propriété foncière. Vous avez pu constater que dans les deux dernières années, on a augmenté d'un nombre de places très significatif ce parking, puisque toute la partie latérale a été acquise et transformée en parking. Il est difficile de monter un parking sur une propriété qui n'est pas à vous.

La première étape est la transversalité et le passage de ce parking dans Juan-les-Pins. La deuxième phase sera de compléter l'extension. Vous savez que l'on est en discussion juridique avec un propriétaire et que l'on va avoir une deuxième extension d'une cinquantaine de places. Effectivement, ce n'est pas exclu qu'à un moment donné ce parking puisse être élevé d'un étage supplémentaire, mais la première des choses est de s'assurer du plancher avant de faire un premier étage. C'est la stratégie qui est menée, et comme vous le dites, qui a été approuvée par les électeurs.

On passe au vote.

Qui est contre ?

S'abstient ?

2.

HABITAT / LOGEMENT

58. Aires d'accueil des gens du voyage - Mise en application du nouveau règlement intérieur.

M. LE PRESIDENT - Nous passons à habitat/logement. Je donne avec plaisir la parole à Sophie NASICA qui va nous parler des aires d'accueil des gens du voyage avec un nouveau règlement intérieur.

Mme NASICA - Monsieur le Président, mes chers collègues. Il s'agit simplement par cette délibération d'harmoniser le règlement intérieur des deux aires d'accueil des gens du voyage du territoire de la CASA. Pour rappel, ce règlement intérieur fixe les règles de fonctionnement de ces équipements publics. Il définit les droits et obligations des personnes durant leur séjour et enfin, il est porté à connaissance et signé par les voyageurs dès leur arrivée.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'abroger le règlement intérieur communautaire des aires d'accueil des gens du voyage de notre territoire, d'approuver les termes de notre règlement intérieur communautaire, et de vous autoriser, Monsieur le Président, à signer tous les documents afférents à cette délibération.

M. LE PRESIDENT - Merci Madame la Vice-Présidente. On avait deux aires qui étaient dans deux territoires différentes, Vallauris, Antibes. On met le même règlement pour les deux, donc c'est une harmonisation.

Personne n'est contre.

Pas d'abstention.

La délibération est adoptée.

COMMANDE PUBLIQUE

59. Commission d'Appel d'Offres (CAO) - Election de ses membres.

M. LE PRESIDENT - On passe à la commande publique. Gilbert TAULANE. C'est la Commission d'Appel d'offres et l'élection de ses membres.

Je vais constituer le Bureau de vote. Il va y avoir un vote. Secrétaire de séance + le Doyen d'âge + 2 assesseurs désignés par le Doyen d'âge : le plus jeune conseiller communautaire et le plus âgé. Delphine CAROSI, est-elle là ? Et Michèle MURATORE. Xavier WIIK, Georges VAZIA. Si vous en avez 4, cela va. Qui sont les volontaires ? Vous en avez 4. Il me faut maintenant 2 fonctionnaires.

D'abord, on va voter. Je vous ai fait faire une bêtise. On a 2 listes.

Une liste proposée par l'ensemble des maires : Gilbert HUGUES, Dominique TRABAUD, René TRASTOUR, Christian LATY, Marie BENASSAYAG, avec des suppléants qui sont Serge AMAR, Christophe FONCK, Bernard GARNIER, François WYSZKOWSKI, et Jean-Pierre CAMILLA.

J'ai reçu la candidature de M. François ZEMA, avec Mme Aline ABRAVANEL en suppléant.

Vous savez que le dépôt de listes doit être fait 72 heures avant. Il n'y a donc pas de possibilités de déposer une liste, de fusionner les listes. Il n'y a pas d'autre solution que de passer au vote.

Monsieur ZEMA, voulez-vous prendre la parole, pour dire pourquoi vous êtes là ?

M. ZEMA - C'était une candidature de témoignage pour une alternative républicaine.

M. LE PRESIDENT - De témoignage pour une alternative républicaine.

M. ZEMA - Pour exister, comme vous dites.

M. LE PRESIDENT - M. ZEMA, vous existez en dehors de cela, d'abord en tant que personnes. Je pense que sur ce plan-là, on doit être d'accord. Et puis, vous existez parce que vous prenez part aux décisions en Commission. Maintenant, vous avez déposé votre candidature, on la respecte et on va voter.

M. ZEMA - C'est gentil.

M. LE PRESIDENT - Est-ce qu'il y a des listes prévues ? Vous les distribuez.

Les personnes qui ont un « pouvoir » doivent le rappeler et nous devons le leur rappeler.

Je signale à tout le monde que sur les listes, il y a eu une petite erreur sur la liste des maires. Il y a écrit « la Commission d'ouverture des plis ». Cela a été barré et il a été mis CAO. Donc si chacun

veut bien admettre que pour autant ces votes ne seront pas nuls, mais les noms sont valables. Est-ce que chacun accepte que sur la liste n°1, le fait d'avoir rayé « Commission d'ouverture des plis » et de l'avoir remplacé par CAO n'entraîne pas une nullité du vote. Personne n'est contre ?

Pas d'abstention. Donc ce sera le cas.

Chacun annonce qui il a en procuration au moment où il vote.

(Il est procédé au vote et à son dépouillement)

Nombre d'inscrits : 80.

Nombre de votants : 77.

Suffrages blancs ou nuls : 3.

Suffrages exprimés : 74.

Majorité absolue : 38.

Liste n° 1 : 69.

Liste n° 2 : 5.

Les 5 sièges vont donc à la liste n° 1. Monsieur ZEMA, je suis désolé. Il n'y a rien contre vous, mais il aurait mieux valu que l'on discute avant plutôt que de se trouver devant un vote qui est un vote bloqué. On prend acte.

Sur la Commission d'Appel d'Offres sont élus Gilbert HUGUES, Dominique TRABAUD, René TRASTOUR, Christian LATY, Marie BENASSAYAG et, pour les suppléants, Serge AMAR, Christophe FONCK, Bernard GARNIER, François WYSZKOWSKI, et Jean-Pierre CAMILLA.

60. Commission d'Ouverture des Plis (COP) - Election de ses membres.

M. LE PRESIDENT - Maintenant, on fait la Commission d'Ouverture des Plis. On va voter deux listes séparées.

Liste n° 1 : Gilbert HUGUES, Dominique TRABAUD, René TRASTOUR, Christian LATY, Marie BENASSAYAG, et pour les suppléants : Serge AMAR, Christophe FONCK, Bernard GARNIER, François WYSZKOWSKI, et Jean-Pierre CAMILLA.

Liste n°2 : Marie OZENDA, François ZEMA.

On distribue les bulletins.

(Il est procédé au vote et à son dépouillement)

Quand l'urne passe, je vous remercie de bien vouloir rappeler si vous avez une procuration et de nommer la personne dont vous avez la procuration.

Les membres du Bureau de vote et les assesseurs.

Le vote est terminé.

Nombre d'inscrits : 80.

Nombre de votants : 76 (1 de moins).

Suffrages blancs ou nuls : 2.

Suffrages exprimés : 74.

Majorité absolue : 38.

Liste n°1 : 70.

Liste n°2: 4.

Donc les 4 sièges vont à la liste n°1.

61. Commission Consultative de la Commande Publique (CCCP) - Election de ses membres.

M. LE PRESIDENT - On passe maintenant à la délibération suivante. Je redis à M. ZEMA que l'on est ouvert à la CASA. Vous voulez participer à la Commission ou quoi que ce soit, il n'y a rien à cacher. On a envie de ne rien cacher.

Commission Consultative de la Commande Publique, élection de ses membres. Commission interne et propre à la CASA mais règles similaires à la CAO. Les membres sont 5 membres titulaires de la CAO précédemment élus.

Ce sont les mêmes. Et comme il n'y a pas d'autre liste, je vous demande de voter à main levée, si vous êtes d'accord. Vous êtes d'accord pour voter à main levée et pas au bulletin secret.

Qui est contre ?

S'abstient ?

Ils sont élus.

62. Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Election de ses membres.

- Une liste de 10 élus qui sont : Gérald LOMBARDO, Xavier WIIK, Joseph CESARO, Gilbert TAULANE, Thierry OCCELLI, Éric MELE, Jean-Pierre DERMIT, Serge AMAR, Christophe FONCK, Céline LAMBIN.

- Une liste de 5 associations, pour les services publics locaux : Sophia Club Entreprises, TraVISA, Association des Paralysés de France, Accéder Côte d'Azur, et Conseils de développement.

M. LE PRESIDENT - Est-ce que l'on peut la voter à main levée ?

Qui est contre la voter à main levée ?

Qui s'abstient ?

Personne.

Donc, après vote à main levée, les 10 élus et les 5 associations sont élues.

GESTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER

63. Complexe Aquatique Nautipolis - Avenant n° 1 à la concession de Service Public et ajustement de la grille tarifaire.

M. HUGUES - C'est le sport qui est à l'honneur. Il s'agit de l'exploitation du Complexe aquatique communautaire Nautipolis qui s'effectue avec la Société en Nom Collectif Nautipolis dans le cadre d'un contrat d'une DSP de concession. Dans ce cadre-là, la CASA devait réaliser un certain nombre de travaux de fonctionnement, de façon obligatoire, et prendre en charge aussi le gros entretien. Comme tout type de contrat, effectivement, les choses évoluent. Il est nécessaire de faire des ajustements en vue d'améliorer l'efficacité de la gestion de cette exploitation. Aussi, la SNC et la CASA

ont travaillé à plusieurs reprises pour identifier et se mettre d'accord sur les différents travaux non effectués qu'il reste encore à faire, notamment, par exemple, les travaux de séparation des réseaux d'eaux usées et d'eaux industrielles.

L'objet de cet avenant et de cette délibération est d'approuver le transfert de la charge du plan prévisionnel à la SNC, en profiter également pour effectuer une indexation des tarifs et créer aussi un nouveau tarif puisqu'il va y avoir une barrière qui va être installée sur le parking de Nautipolis. Il est proposé d'effectuer un tarif de 5 € à l'heure. Bien évidemment, il y aurait une gratuité pour les abonnés et pour les visiteurs qui vont au restaurant.

M. LE PRESIDENT - Très bien. Madame MURATORE.

Mme MURATORE - Merci. Par cette délibération, on s'engage à verser aux délégataires 30 743 € par an jusqu'au 31 décembre 2027 ; ce n'est pas précisé dans la délibération, mais cela aurait été intéressant d'avoir le coût total des travaux pour faire une comparaison avec ce que l'on va verser. Cela correspond à la séparation des réseaux d'eaux. Il aurait donc été nécessaire de disposer du coût total des travaux pour évaluer l'indemnité qui est versée aux délégataires.

M. LE PRESIDENT - Dans un climat global, quand même, Nautipolis a fermé, à cause du Covid. Il n'a pas rouvert cet été parce qu'il est en difficultés financières, et comme toutes les entreprises de sport, de loisirs et de tourisme, elle est au bord du dépôt de bilan. Elle nous demande même de l'aider financièrement. Donc, ce débat va arriver et si, effectivement, comme c'est une délégation de Service Public, en cas de défaillance du délégataire - je le dis pour que tout le monde soit informé de la situation - il n'y aura plus de stade nautique à Valbonne Sophia Antipolis. C'est le premier point.

Sur le deuxième point, je vais laisser répondre Gilbert. Le choix qui a été fait sur Nautipolis est un choix qui est exceptionnel puisqu'il n'existe nulle part ailleurs en France, c'est d'avoir fait des investissements et n'avoir aucun coût de fonctionnement. Vous pouvez demander à tous les maires qui sont là, et qui ont un stade nautique ou une piscine, que ce soit à Vallauris, à Antibes, à La Colle, ce que coûte une piscine en fonctionnement n'a rien à voir avec l'investissement que l'on y fait. Mais si vous souhaitez avoir des précisions sur le type d'investissement, en particulier sur les réseaux d'assainissement, on vous les fournira.

Je rappelle que dans ce contexte, bien entendu, l'extension, le nouveau bassin, c'est la Communauté d'Agglomération qui va continuer à faire son investissement, et qui va, en contrepartie, trouver un équilibre financier. Nautipolis ne bénéficie d'aucune subvention de la CASA. Nous tous, qui avons construit des piscines ou qui en avons, nous avons construit la piscine et puis ensuite, elle nous coûte en fonctionnement. La piscine d'Antibes coûte 1,5 M€ en fonctionnement chaque année. Ce n'est pas rien. Je tenais à le préciser pour bien donner l'impression que cette entreprise qui est en face de nous, c'est une entreprise qui remplit son contrat.

Gilbert, vous voulez ajouter quelque chose sur le financement, le pourcentage ?

M. HUGUES - Ce que je comprends puisque je prends récemment ce dossier, c'est qu'il y a eu dans le cadre du contrat de DSP, des annexes qui ont précisé effectivement tous les travaux à effectuer, avec une valorisation qui était étalée sur 10 ans. Il y a donc un équilibre financier qui a été, à l'époque - je crois en 2016 - établi pour justement répartir les coûts de façon équilibrée entre la CASA et la SNC Nautipolis. C'est vrai que la situation risque de remettre un peu les choses en difficultés.

M. LE PRESIDENT - Merci.

On passe au vote.

Qui est contre ?

S'abstient ?

Merci.

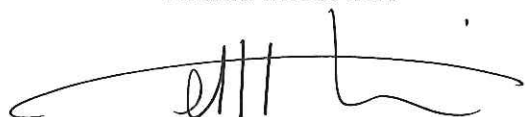
Merci à vous tous. Merci de cette séance, de ces échanges. Je vous souhaite d'être joyeux et prudents. On se donne rendez-vous dans pas longtemps avec l'ensemble du bureau des maires et des vice-présidents. Je vous souhaite de bonnes vacances et une belle rentrée.

Le 14 septembre, Conseil Communautaire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Secrétaire de séance

Alexia MISSANA

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Alexia Missana', written over a horizontal line.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 05/10/2020
Numéro : CC_2020_167
Nature : DE - Deliberations
Objet : Procès-verbal de la séance du 27 juillet 2020 - Approbation
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assemblées
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : HvsimZU

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 14/10/2020
Identifiant : 006-240600585-20201005-CC_2020_167-DE

Acte reçu

Date : 05/10/2020
Numéro Interne : CC_2020_167
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 2
Objet : Procès-verbal de la séance du 27 juillet 2020 - Approbation
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201005-CC_2020_167-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20201005-CC_2020_167-DE-1-1_2.PDF

N